



24.063

**Ja zu einer unabhängigen, freien
Schweizer Währung mit Münzen
oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit).
Volksinitiative und direkter
Gegenentwurf**

**Oui à une monnaie suisse libre
et indépendante sous forme
de pièces ou de billets (l'argent
liquide, c'est la liberté).
Initiative populaire
et contre-projet direct**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.03.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die allgemeine Aussprache über die Volksinitiative in Vorlage 1, die Debatte über Eintreten auf Vorlage 2 und die Detailberatung der Vorlagen 1 und 2 behandeln wir in einer einzigen Debatte.

Kamerzin Sidney (M-E, VS), pour la commission: Le présent objet est l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)". Les Suisses aiment le cash. Selon l'enquête de la Banque nationale suisse (BNS) de 2022 sur l'utilisation des moyens de paiement par les particuliers, 97 pour cent de la population souhaite conserver l'argent liquide. A cet égard, la BNS assure l'approvisionnement en numéraire conformément au mandat qui lui est donné à l'article 5 alinéa 2 lettre b de la loi fédérale sur la Banque nationale suisse. Paradoxalement, si les Suisses aiment le numéraire, la part des transactions en liquide est passée de 70 pour cent à 35 pour cent entre 2017 et 2022, en raison des cartes de débit, des cartes de crédit et des applications de paiement. En conclusion de ces chiffres, les Suisses aiment le cash, mais l'utilisent de moins en moins. La crise sanitaire et les nouveaux moyens de paiement ont certainement contribué à la baisse de l'utilisation de l'argent liquide.

L'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)" a pour objectif de garantir dans la Constitution fédérale l'approvisionnement en pièces et billets de banque en Suisse d'une part, ainsi que le franc suisse comme monnaie d'autre part.

La Commission de l'économie et des redevances de notre conseil a traité cet objet, ainsi que le contre-projet direct, en séance du 7 octobre 2024.

Tout d'abord, la commission partage les préoccupations des initiants et la volonté d'assurer l'approvisionnement en numéraire, et d'encourager ainsi l'utilisation du numéraire, et de fixer ces objectifs dans la Constitution fédérale, et ce, pour les motifs suivants. Tout d'abord, un motif de liberté: la garantie de pouvoir payer en tout temps et en tout lieu en cash préserve et protège contre toute panne informatique. Cela permet de garder une activité économique et d'acquérir notamment les biens de consommation et les biens de première nécessité. Pour un motif également d'indépendance: le cash permet de garantir l'indépendance par rapport aux supports digitaux et informatisés. Et enfin, pour un motif de sécurité: les fraudes se développent massivement dans le domaine digital et le cash permet d'être protégé par rapport à ces dérives.

La protection des données est également en jeu. Pour ceux qui ne souhaitent pas être tracés d'une manière ou d'une autre, pour ceux qui souhaitent garantir la confidentialité de leurs transactions, le cash permet d'atteindre cet objectif. Et puis, pour deux catégories de la population, les jeunes et les aînés, le cash est souhaitable.





Pour les jeunes tout d'abord, le cash permet d'apprendre le rapport à l'argent, le rapport direct, ce que ne permettent pas les paiements par les moyens digitaux. Ces derniers ne permettent pas de se rendre compte d'une dépense réelle et ainsi d'éviter l'endettement des jeunes. Enfin, par rapport à nos aînés, l'accès à l'argent liquide doit être garanti pour certains de nos aînés qui ne sont pas familiarisés avec les moyens informatisés et qui devraient recourir à des proches ou à la famille pour effectuer des paiements de manière digitale. Il y a lieu de garantir et de maintenir l'accès des aînés à l'argent et donc à la monnaie liquide.

Pour finir, les frais de commission importants qui sont prélevés avec les cartes et les nouveaux moyens de paiement ne sont pas favorables à notre économie. Comme cela ressort des études, certains commerçants sont très favorables au maintien et à la garantie de l'argent liquide; on le voit également dans les pays où l'argent liquide a pratiquement disparu, comme la Suède. Ces pays le regrettent et tentent aujourd'hui de corriger cette quasi-disparition.

Si la commission est d'avis qu'il est opportun d'ancrer dans la Constitution fédérale aussi bien la garantie de l'approvisionnement que celle du franc suisse comme monnaie, le texte proposé par l'initiative n'est pas satisfaisant. En effet, le texte de l'initiative n'est pas adéquat, à l'article 99 alinéa 1bis, pour les raisons suivantes: il définit la Confédération comme autorité compétente. De l'avis de la commission, il est préférable de déterminer avec précision l'autorité habilitée à garantir l'approvisionnement, à savoir la BNS. Le texte de l'initiative populaire parle de pièces et de billets. Selon la commission, il est préférable d'employer le terme de "numéraire", plus large, mais qui fait aussi référence à l'argent liquide. Le texte de l'initiative parle de "quantité suffisante". Cette notion est imprécise et sujette à interprétation. La commission est donc d'avis qu'il y a lieu de modifier cette terminologie.

A l'article 99 alinéa 5, il est prévu que le référendum serait obligatoire si l'on remplaçait le franc suisse par une autre monnaie, mais c'est déjà le cas, puisque toute modification de la Constitution fédérale nécessite la double majorité de la population et des cantons. Il n'est donc pas nécessaire ni opportun de le mentionner encore une fois à l'alinéa 5.

La commission vous propose dès lors, sans opposition, de recommander le rejet de l'initiative et, par 22 voix contre 3, de soumettre au vote populaire un contre-projet direct formulé comme suit: à l'alinéa 1bis, "La monnaie suisse est le franc suisse." La commission a préféré préciser que la monnaie suisse est le franc suisse, contrairement au texte du contre-projet direct proposé par le Conseil fédéral, qui prévoyait simplement que "la monnaie suisse est le franc". Il nous a paru nécessaire de faire référence au "franc suisse" et pas seulement au "franc".

Ensuite, à l'alinéa 2bis: "La Banque nationale suisse assure l'approvisionnement en numéraire." La compétence est définie et attribuée à la Banque nationale suisse. Le terme "assure" est préférable à celui de "quantité suffisante", qui est trop flou aux yeux de la commission; le terme "numéraire" est plus adéquat que celui de "pièces de monnaie et billets de banque"; enfin, la détermination de la Banque nationale comme autorité compétente permet de définir clairement qui est responsable d'assurer l'approvisionnement en numéraire au niveau des autorités de la Confédération. Ces précisions sont nécessaires aux yeux de la commission, qui vous invite dès lors à recommander le rejet de l'initiative et, par 22 voix contre 3, à accepter le contre-projet direct qui sera soumis au vote.

Deux propositions ont également été traitées en commission. Celle défendue par la minorité Ryser, à l'article 99 alinéa 2bis, a été rejetée en commission, par 18 voix contre 7. Elle prévoit que "la Confédération veille à ce que l'accès aux espèces soit garanti également pour les personnes qui reçoivent des prestations sociales ou de l'aide d'urgence". La commission vous propose pour deux raisons de rejeter cette proposition de minorité. Tout d'abord, la politique monétaire n'est pas l'endroit pour faire également et simultanément de la politique sociale. Ensuite, pourquoi limiter cette garantie uniquement

AB 2025 N 74 / BO 2025 N 74

aux personnes qui reçoivent des prestations sociales et de l'aide d'urgence et ne pas inclure d'autres cercles, comme les jeunes, les aînés, etc.? Cette limitation n'est pas adéquate et, pour cette raison, la commission vous propose de rejeter cette minorité.

Elle vous propose également le rejet de la proposition défendue par la minorité Hübscher, à l'article 99 alinéa 2ter, par 16 voix contre 8. Cette minorité prévoit que "l'argent liquide émis par la Confédération ou par la Banque nationale doit être accepté comme moyen de paiement." Ce serait un autre aspect de la monnaie liquide. L'initiative prévoit la garantie du numéraire en Suisse. Il s'agit ici d'une autre question, intéressante aussi, mais qui ne fait pas l'objet de l'initiative et qui, aux yeux de la commission, ne doit pas être réglée dans ce texte, celle de l'obligation d'accepter, notamment pour les commerces, l'argent liquide. Aux yeux de la commission, cela va très loin. Cela avait déjà été traité dans le cadre de la motion Addor 20.3365.



Notre conseil avait alors rejeté cette proposition après un débat fourni, pour les raisons suivantes, considérées comme recevables par la commission.

Tout d'abord, on devrait faire des exceptions, parce qu'on ne peut pas obliger une entreprise à accepter des montants de plusieurs milliers de francs ou de plusieurs dizaines de milliers de francs. Cela pose aussi des problèmes en matière de blanchiment d'argent. Il est prévu dans la loi que les paiements en cash doivent être acceptés jusqu'à 100 francs, mais c'est une disposition qui n'est pas impérative. La commission est d'avis que le droit de payer en cash est donc une autre question. Selon la loi en vigueur, on encourage les commerces à recevoir et à accepter le cash, mais aller plus loin, en imposant cela comme une obligation pour les commerces, aux yeux de la commission, c'est aller trop loin. Cet élément est également rejeté par les acteurs économiques qui doivent garder la liberté – liberté qui figure d'ailleurs dans le titre de l'initiative et qui doit s'appliquer non seulement aux utilisateurs, mais aussi aux commerçants –, de choisir s'ils souhaitent recevoir des paiements en cash ou pas. Cela ressort également de l'enquête de 2023 de la Banque nationale sur les entreprises et l'argent liquide.

Pour toutes ces raisons, la commission vous propose à l'unanimité de rejeter ces deux propositions de minorité, de recommander le rejet de l'initiative, mais d'accepter le contre-projet direct.

Burgherr Thomas (V, AG), für die Kommission: Die am 15. Februar 2023 eingereichte Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" verlangt einerseits, dass Münzen oder Banknoten immer in genügender Menge zur Verfügung stehen, und andererseits, dass ein allfälliger Ersatz des Schweizerfrankens durch eine andere Währung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden muss. Die Volksinitiative zielt klar darauf ab, dass die Schweizer Währung gesichert bleibt und dass der Bestand an Noten und Münzen in der Schweiz politisch hochgehalten werden soll. Dieses Anliegen soll durch eine Ergänzung von Artikel 99 der Bundesverfassung zur Geld- und Währungspolitik aufgenommen werden.

Der Bundesrat empfiehlt die Volksinitiative zur Ablehnung. Er stellt ihr aber einen direkten Gegenentwurf gegenüber. Dieser nimmt viele Anliegen der Initianten auf. Der direkte Gegenentwurf sieht vor, die Sicherstellung der Bargeldversorgung sowie die Festlegung des Frankens als Schweizer Währung von Gesetzes- auf Verfassungsstufe anzuheben, wie es die Volksinitiative verlangt.

Der erste Satz von Artikel 1 des heutigen Bundesgesetzes über die Währung und die Zahlungsmittel (WZG) sowie Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe b des geltenden Nationalbankgesetzes sollen in die Verfassung geschrieben werden. Dieses Vorgehen hat den Vorteil, dass es bereits eine gefestigte Auslegung und Praxis zu den Bestimmungen gibt, an welcher man sich bei der neuen Verfassungsbestimmung orientieren kann.

Auch die Kommission beantragt mit grosser Mehrheit, der Volksinitiative einen direkten Gegenentwurf gegenüberzustellen. Sie empfiehlt gleichzeitig die Initiative zur Ablehnung. Das Eintreten auf den direkten Gegenentwurf war entsprechend unbestritten.

Die Kommission hat jedoch in der Detailberatung Änderungen gegenüber dem Entwurf des Bundesrates vorgenommen. Mit 18 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt sie unserem Rat, in der Verfassung den Begriff "Schweizerfranken" statt, wie vom Bundesrat vorgesehen, "Franken" festzuschreiben, um ein wichtiges Anliegen der Initiative aufzunehmen. Der Begriff "Schweizerfranken" ist klarer, weil er direkt auf unsere Währung verweist und damit auch weniger Schlupflöcher zulässt. Damit schlagen wir eine Brücke zu den Initianten. Ein sehr wichtiges Anliegen ist somit im direkten Gegenentwurf des Bundesrates enthalten. Dieser ist damit nicht mehr sehr weit vom ursprünglichen Initiativtext entfernt.

Ein weiterer Antrag, der in der Verfassung verankern wollte, dass Bargeld in der Regel als Zahlungsmittel anzunehmen sei, wurde mit 16 zu 8 Stimmen abgelehnt. Die Mehrheit war der Meinung, dass dies in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Währung und die Zahlungsmittel bereits verankert sei. Die Pflicht zur Annahme von Münzen und Banknoten braucht gemäss der Kommissionsmehrheit keine zusätzliche Verfassungsbestimmung.

Ein weiterer Antrag, wonach der Bund den Zugang zu Bargeld auch für Personen gewährleisten sollte, die Sozialhilfe oder Nothilfe empfangen, lehnte die Kommission mit 18 zu 7 Stimmen ab. Aus Sicht der Kommissionsmehrheit würde eine solche Verfassungsbestimmung in die Hoheit der Kantone eingreifen, die die Nothilfe oftmals in Form von Sachleistungen ausrichten.

Das grundsätzliche Bekenntnis zum Bargeld und die grosse Einigkeit in der Kommission ist darauf zurückzuführen, dass Bargeld anerkanntermassen wichtige Funktionen für Wirtschaft und Gesellschaft erfüllt. Es ist nicht nur Zahlungsmittel oder Wertaufbewahrungsmittel, es garantiert auch für Personen, die es einsetzen, eine gewisse Privatsphäre. Bargeld macht es zudem einfacher, Ausgaben bewusst zu tätigen und in den Griff zu bekommen. Es erleichtert also den verantwortungsvollen Umgang mit Geld und Finanzen. Dies ist auch



eine wichtige sozialpolitische Funktion, was auch in der Kommission so hervorgehoben wurde. Bargeld fördert aber auch die Unabhängigkeit, weil wir damit nicht von anfälligen technischen Infrastrukturen im Bereich Strom und Internet und von Kartengeräten abhängig sind. Bargeld schafft auch Sicherheit. Es macht unser System krisenfester. Auch das haben die Initianten verlangt. Ein erheblicher Teil der Kommission ist sich bewusst, dass gerade bei einem Blackout Bargeld wichtig sein kann. Bei einem Stromausfall funktionieren die Bankautomaten nicht, und man wird auch am Bankschalter sehr wahrscheinlich kein Geld beziehen können. Bargeld als unabhängiges Zahlungsmittel und der Schweizerfranken als eine der stabilsten Währungen der Welt sind Grundpfeiler unseres Wohlstandes und einer freien Schweiz. Die Schweizerbürgerinnen und -bürger sollen selbst über die Währung bestimmen können. Denn Bargeld hat in der Schweiz eine besondere Bedeutung. Hier wird mehr Bargeld eingesetzt als in anderen Ländern. Der Bargeldumlauf hat über die letzten Jahre sowohl in absoluten Zahlen als auch in Relation zur Wirtschaftsleistung weiter zugenommen. Bargeld entspricht unserem Freiheitsverständnis. Bargeld muss also als Alternative und als Option neben den anderen Möglichkeiten Bestand haben und entsprechend in unserer Rechtsordnung stärker verankert werden.

Ryser Franziska (G, SG): Bargeld hat auch in Zeiten von Twint und Apple Pay seine Berechtigung, etwa um einen Kaffee zu bezahlen, ohne dem Restaurant überrassene Kreditkartengebühren aufzubürden, oder um Einkäufe zu tätigen, ohne digitale Spuren zu hinterlassen und den Unternehmen dadurch ein genaues Bild über die Einkaufs-, Lebens- und Reisegewohnheiten zu geben. Bargeld ist wichtig für Personen, die keinen Zugang zu digitalen Zahlungsmitteln haben, wie ältere Personen, die kein Smartphone haben und trotzdem ein Ticket im Bus kaufen möchten, und Sans-Papiers, die ohne Ausweisdokumente kein Konto eröffnen und auch kein Smartphone mit einer persönlichen Telefonnummer

AB 2025 N 75 / BO 2025 N 75

erhalten können. Für all diese Situationen und Personengruppen ist der Zugang zu Bargeld sicherzustellen. Leider adressiert die Initiative diesen Aspekt aber nicht. Die Initiative und der Gegenvorschlag wollen den Erhalt der Währung gewährleisten. Dieser ist aber nicht in Gefahr, denn der Franken wird in der Verfassung mehrfach erwähnt. Eine Änderung der Währung müsste daher bereits heute mit einer Verfassungsänderung einhergehen und per Volksabstimmung gutgeheissen werden. Auch die Versorgung mit ausreichend Bargeld, das zweite Anliegen der Initiative, ist bereits implizit geregelt: mit Artikel 99 der Bundesverfassung und indem die Versorgung der Wirtschaft mit Geld als essenzielle Staatsaufgabe gilt. Den Anliegen der Initiative wird also bereits heute Rechnung getragen. Ein Regulierungsbedarf ist eigentlich nicht gegeben.

Was heute aber nicht sichergestellt wird, ist, dass alle Personen Zugang zu Bargeld haben. Personen in einem Asylverfahren sollen künftig sogar gezwungen werden, nur noch mit digitalen Zahlungsmitteln Einkäufe zu tätigen. Das wird notabene von der gleichen Ratschälfte gefordert, die hier das Bargeld zu einem "wichtigen Teil der Schweizer Kultur des freiwilligen und friedlichen Zusammenlebens" erhebt und den freiheitlichen Zugang zu Bargeld verteidigt.

Wenn der Weiterbestand des Bargelds in der Verfassung verankert werden soll, dann soll auch der Zugang zu Bargeld gewährleistet sein, und zwar für alle Menschen, die bei uns leben und einkaufen, die Kaffee trinken, Bus fahren oder Miete zahlen, auch für Menschen, die Sozialleistungen oder Nothilfe empfangen, auch für Menschen in einem Asylverfahren, auch für Sans-Papiers. Genau dies beabsichtigt meine Minderheit, denn zu einem friedlichen Zusammenleben gehören alle. Es darf keine Zweiklassengesellschaft geben, in der nur die einen ihre Zahlungsmittel frei wählen dürfen, andere aber, die sowieso schon unter ökonomischem Druck stehen und mit gesellschaftlicher Ausgrenzung konfrontiert sind, nicht. Freiheitliche Rechte werden in einer Demokratie allen zugestanden.

Wenn es Ihnen also ernst ist mit Ihrem Anliegen und Sie Bargeld als Garant für Sicherheit und Stabilität und für den gesellschaftlichen Zusammenhalt sehen, dann stimmen Sie meinem Minderheitsantrag zu und gewähren den Zugang allen Personengruppen.

Hübscher Martin (V, ZH): Wir möchten Artikel 99 der Bundesverfassung gerne mit dem folgenden Wortlaut ergänzen: "In der Regel ist vom Bund oder der Schweizerischen Nationalbank ausgegebenes Bargeld als Zahlungsmittel anzunehmen." Denn der direkte Gegenvorschlag nimmt ein wichtiges Anliegen der Initiative nicht auf, nämlich die Bezahlung mit Bargeld. Zwar stellt der Bundesrat in Abrede, dass es heute Einschränkungen bei der Bezahlung mit Bargeld gebe; das entspricht jedoch nicht dem, was man alltäglich erlebt. Gerade in öffentlichen Betrieben wird man teilweise faktisch gezwungen, bargeldlos zu bezahlen, so beispielsweise im öffentlichen Verkehr, bei Parkuhren oder teilweise auch bei Kantinen, gerade in Bildungseinrichtungen. Vielerorts ist alles darauf ausgelegt und so gesteuert, dass die Menschen auf Bargeld verzichten müssen.



In einem Bericht von 2022 zur Akzeptanz von Bargeld in der Schweiz hatte der Bundesrat noch eingeräumt, dass es eine Negativspirale mit zunehmenden Einschränkungen von Bargeldzahlungen in Geschäften geben könnte. Genau diese Rückmeldungen erhalten wir. An vielen Billettautomaten kann man nur noch bargeldlos bezahlen. Nicht nur ältere Leute regen sich auf, auch viele jüngere stören sich daran. Gerade auch Kinder werden so de facto gezwungen, bereits eine Bankkarte zu verwenden.

Mit unserem Antrag möchten wir das Bargeld wegen seiner vielfachen Funktionen als Zahlungsmittel verankern. Es soll aber keine direkte Pflicht oder ein Verbot daraus erstehen, deshalb die offene Formulierung. Damit können wir einerseits die Freiheit des Bargeldes und andererseits die unternehmerische Freiheit wahren. Es ist aber wichtig, dass wir das Bargeld stärken. Privatsphäre, eine hohe Akzeptanz, Verfügbarkeit, Sicherheit, Unabhängigkeit und Krisenfestigkeit – das alles haben wir mit Bargeld; wir haben es auch vom Kommissionssprecher gehört. Was nützt aber die Verankerung von Bargeld in der Verfassung, wenn es am Ende nirgends mehr verwendet werden kann? Der direkte Gegenvorschlag muss unbedingt um diesen Zusatz ergänzt werden. Und falls Sie sich jetzt fragen, weshalb die Formulierung neben der Nationalbank auch den Bund erwähnt, dann gebe ich Ihnen die Antwort gleich selbst: Die Eidgenössische Münzstätte (Swissmint) ist für das Münzprägen zuständig. Darum muss der Bund neben der Nationalbank hier ebenfalls erwähnt werden. Stimmen Sie dem Minderheitsantrag zu, sorgen Sie mit dem Minderheitsantrag dafür, dass wir weiterhin Bargeld verwenden können.

Feller Olivier (RL, VD): Le groupe libéral-radical est sur la ligne de la majorité de la commission. Notre groupe parlementaire reconnaît l'importance du numéraire dans l'économie et la société. Notre groupe parlementaire est attaché à l'argent en espèces et à un approvisionnement en quantité suffisante en numéraire dans le pays. L'orientation générale de l'initiative populaire qui nous est présentée est donc pertinente, et le groupe libéral-radical salue cette approche. Cela étant, la formulation de cette initiative est maladroite sur la forme et imprécise sur le fond.

L'initiative prévoit par exemple que si le franc suisse devait être remplacé par une autre monnaie, cette décision de changement ou de remplacement devrait être soumise à une votation obligatoire, et la majorité du peuple et des cantons devraient accepter un tel remplacement. C'est, au fond, superfétatoire: il est inutile d'inscrire une telle règle dans la Constitution, dès lors que, dans la Constitution, la référence au franc suisse – ou en tout cas au franc – est systématique. Le franc suisse est ancré dans la Constitution fédérale, donc, de toute façon, si le franc suisse actuel devait être remplacé par une autre monnaie, une modification de la Constitution fédérale devrait avoir lieu. C'est une illustration du caractère un peu imprécis ou un peu maladroit des formulations retenues par les initiants. Mais l'approche générale est pertinente, c'est pourquoi le groupe libéral-radical soutiendra le contre-projet direct. Il remercie d'ailleurs le Conseil fédéral de nous proposer un contre-projet direct.

Le contre-projet direct est simple. Il comporte deux éléments. Le premier élément est de rappeler que la monnaie suisse est le franc. La majorité de la commission considère qu'il faut ajouter une précision: c'est qu'il s'agit du franc suisse, de manière à ce qu'il n'y ait pas de confusion avec le franc utilisé au Burundi, au Congo, à Djibouti, au Rwanda et aux Comores. Le groupe libéral-radical s'accommode de cette adjonction pour éviter toute confusion avec d'autres pays qui utilisent le franc. Le groupe libéral-radical suivra donc la majorité de la commission.

En revanche, le groupe libéral-radical refusera la proposition de la minorité Ryser. La Banque nationale suisse doit assurer l'approvisionnement en numéraire en quantité suffisante. C'est ce qui est ancré dans le contre-projet direct du Conseil fédéral. Cette règle vaut pour toutes les catégories de la population, quels que soient les revenus et quelles que soient les fortunes des personnes physiques concernées. Il se peut que, dans certains régimes sociaux, il y ait des réglementations particulières, spécifiques. C'est souvent le cas sur le plan cantonal, et ce n'est pas du tout l'objet de la discussion que nous avons aujourd'hui. Il s'agit d'ancrer dans la Constitution un principe, à savoir l'approvisionnement en quantité suffisante en numéraire par la Banque nationale suisse. Nous refuserons cette proposition de minorité.

Nous refuserons également la proposition de la minorité Hübscher. Nous sommes très attachés au maintien de l'argent en espèces, donc au numéraire, et à l'approvisionnement en quantité suffisante en numéraire. Par contre, imposer aux PME, aux commerces, aux discothèques et à d'autres acteurs économiques l'obligation d'accepter du cash nous paraît excessif. Certes, il y a une liberté personnelle de pouvoir recourir au cash, mais il y a aussi une liberté économique des différentes entreprises de pouvoir renoncer au cash si elles estiment que c'est judicieux. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut laisser cette liberté d'action aux acteurs



économiques. Nous refuserons pour ce motif la proposition de la minorité Hübscher.

Non à l'initiative, oui au contre-projet, oui à l'approche de la majorité de la commission: la position est claire et simple au sein du groupe libéral-radical.

Müller Leo (M-E, LU): Die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" wurde, wie Sie gehört haben, Mitte Februar 2023 mit über 136 000 gültigen Unterschriften eingereicht. Der Bundesrat hat in seiner Botschaft vom 26. Juni 2024 die Ablehnung der Initiative empfohlen, unterbreitet aber einen direkten Gegenentwurf. Die Mitte-Fraktion unterstützt den Gegenentwurf des Bundesrates, will aber eine Anpassung vornehmen, und zwar in Absatz 1bis von Artikel 99 der Bundesverfassung. Diese Formulierung soll so präzisiert werden, dass als schweizerische Währung in der Bundesverfassung der "Schweizerfranken" festgehalten wird und nicht nur der "Franken", wie es der Bundesrat vorgeschlagen hat. Wir wollen das auf Verfassungsebene einführen. Wenn wir schon eine Verfassungsänderung machen, soll sie auch präzise sein.

Für unsere Fraktion ist es wichtig und unabdingbar, dass Bargeld jederzeit und flächendeckend verfügbar sein muss. Bargeld soll auch verfügbar sein, weil sein Gebrauch gebührenfrei ist, im Gegensatz zu vielen anderen Zahlungsmitteln, die mit Gebühren belastet werden. Die Mitte-Fraktion ist der Meinung, dass es trotz einer Bewegung hin zu immer mehr digitalen Zahlungsmitteln auch noch Personengruppen gibt, die nur einen beschränkten oder keinen Zugang zu digitalen Zahlungsmitteln haben. Insbesondere für diese Personen ist es aus unserer Sicht wichtig, überall und flächendeckend Bargeld einsetzen zu können. Wir wollen ja nicht verhindern, dass einzelne Personengruppen auf Leistungen oder Dienstleistungen verzichten müssen, bloss weil diese Leistungen nur mit digitalen Zahlungsmitteln abgegolten werden können.

Die Mitte-Fraktion unterstützt somit den Antrag der Mehrheit der Kommission für Wirtschaft und Abgaben unseres Rates. Damit ist auch gesagt, dass die Mitte-Fraktion die beiden Minderheitsanträge ablehnt.

Die Minderheit Ryser beantragt bei Artikel 99 Absatz 2bis der Bundesverfassung, dass z. B. Personen, die in einem Asylverfahren stecken und die auf Sozialleistungen oder Nothilfe angewiesen sind, jederzeit Zugang zu Bargeld haben. Die Mitte-Fraktion lehnt diesen Antrag, wie erwähnt, ab, da sie der Meinung ist, dass insbesondere die Kantone – und das liegt in der Hoheit der Kantone – auch die Möglichkeit zur Herausgabe von anderen Zahlungsmitteln haben sollen und diese somit nicht auf Verfassungsebene verboten werden sollen.

Ebenso lehnt die Mitte-Fraktion den Antrag der Minderheit Hübscher ab, weil dieser Unternehmen und Anbieter auf Verfassungsebene verpflichtet will, Bargeld anzunehmen. Da sind wir der Meinung, dass das der Markt regeln soll. Wenn private Unternehmen sich entscheiden, einen anderen Weg zu gehen und kein Bargeld mehr entgegenzunehmen, soll das, wie erwähnt, der Markt entscheiden. Die Marktteilnehmenden sollen entscheiden, ob sie solche Unternehmen, solche Anbieter berücksichtigen wollen oder nicht. Das muss aus unserer Sicht nicht auf Verfassungsebene geregelt werden. Ich erwähne aber trotzdem, dass vor allem die öffentlichen Unternehmen sehr gut daran tun, weiterhin Bargeld entgegenzunehmen und weiterhin die Möglichkeit anzubieten, ihre Leistungen mit Bargeld zu beziehen.

Zusammenfassend halte ich fest: Die Mitte-Fraktion wird überall der Mehrheit folgen, den direkten Gegenentwurf unterstützen und demzufolge Volk und Ständen die Ablehnung der Initiative beantragen. Ich danke Ihnen, wenn Sie dieser Idee zum Durchbruch verhelfen.

Hübscher Martin (V, ZH): Bargeld spielt in unserer Gesellschaft eine zentrale Rolle und ist eben weit mehr als nur ein Zahlungsmittel. Ich nenne Ihnen gerne fünf Gründe, warum Bargeld aus Sicht der SVP-Fraktion unverzichtbar ist:

Erstens ist Bargeld nicht abhängig von der Technik. Nicht jeder Bürger hat Zugang zu digitalen Zahlungsmethoden oder verfügt über die notwendigen technischen Kenntnisse. Bargeld ist einfach in der Handhabung und erfordert keine technische Infrastruktur, was es für alle gesellschaftlichen Schichten zugänglich macht.

Zweitens ist Bargeld krisensicher. In Zeiten von technischen Störungen oder Naturkatastrophen ist Bargeld ein verlässliches Zahlungsmittel. Wenn digitale Systeme ausfallen, bleibt Bargeld funktional und sichert die wirtschaftliche Handlungsfähigkeit der Bürgerinnen und Bürger.

Der dritte Grund sind Freiheit und Anonymität. Bargeld ermöglicht es den Bürgern, ihre Transaktionen anonym durchzuführen. In einer digitalen Welt, in der jede Zahlung nachverfolgt werden kann, bietet Bargeld ein Stück Privatsphäre. Der Grossverteiler kann damit nicht gleich alle Einkäufe nachvollziehen. Es schützt die persönliche Freiheit.

Der vierte Grund ist der Schutz vor Gebühren. Bargeld schützt die Bürgerinnen vor der Entwertung ihrer Ersparnisse durch Transaktions- und Bankgebühren und auch vor negativen Zinssätzen.

Fünftens fördert Bargeld die finanzielle Bildung. Der Umgang mit Bargeld fördert das Verständnis für den Wert



von Geld und die Bedeutung des Sparens. Es hilft den Bürgern, ihre Ausgaben besser zu kontrollieren und ein bewusstes Verhältnis zu ihrem Geld zu entwickeln.

Die SVP-Fraktion stimmt dem Anliegen der Initianten aufgrund der Wichtigkeit des Bargeldes zu. Die Initiative will die Verankerung des Bargeldes von Gesetzes- auf Verfassungsstufe verschieben. Das scheint unbestritten, und das nimmt der Gegenvorschlag auf. Auch das zweite Anliegen der Initianten, die Verankerung des Schweizerfrankens als Währung in der Verfassung, unterstützen wir, wird doch der Franken – wir haben es auch vom Sprecher der FDP-Fraktion gehört – auch in Liechtenstein und in verschiedenen west- und zentralafrikanischen Ländern verwendet. Deshalb ist die Verankerung des Schweizerfrankens, wie sie die WAK-N vorschlägt, präziser und unmissverständlich.

Die Initiative hat aber auch einen inhaltlichen Fehler. Mit der Formulierung, der Bund stelle sicher, dass Münzen oder Banknoten immer in genügender Menge zur Verfügung stehen, müsste der Bund diese Aufgabe von der Nationalbank übernehmen. Das wollen wir nicht. Die vorliegende Formulierung, die Schweizerische Nationalbank gewährleiste die Bargeldversorgung, bildet die heutige Regelung ab und ist daher konsistenter. Das letzte Anliegen der Initianten, dass ein Ersatz des Schweizerfrankens durch eine andere Währung von Volk und Ständen beschlossen werden muss, wird mit der Verankerung des Schweizerfrankens als Schweizer Währung in der Verfassung obsolet, weil über Verfassungsänderungen immer Volk und Stände abstimmen müssen.

Zum Minderheitsantrag Ryser: Diesen lehnen wir ab, denn der Bund kann nicht die Bargeldversorgung für Personen sicherstellen, welche Sozialleistungen beziehen oder Nothilfe empfangen. Erstens ist dieser Antrag in der Verfassung nicht stufengerecht. Zweitens ist dafür nicht der Bund zuständig, sondern die Gemeinden und der Kanton. Im Übrigen ist das auch nicht Teil der Initiative.

Selbstverständlich werden wir aber dem Antrag meiner Minderheit zustimmen, welcher die Verwendung von Bargeld ebenfalls festhält und damit ein weiteres wichtiges Anliegen der Initiative aufnimmt.

Zusammengefasst: Die SVP-Fraktion unterstützt das Anliegen der Initiative. Sie stimmt dem direkten Gegenvorschlag zu und lehnt die Initiative aus formalen Gründen ab.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Le groupe des Verts va faire quasiment la même chose que le groupe UDC. La part du paiement en espèces s'érode en Suisse, détrônée en nombre de transactions par les cartes de débit. Cette situation s'est particulièrement accélérée avec la pandémie du COVID-19. Les paiements par Twint et les banques digitales se développent de manière importante avec de nombreux avantages pratiques, mais aussi certains risques relatifs à la protection des données ou à la dépendance à l'égard des géants de la tech. Certaines banques, en particulier les néobanques ou banques digitales, demandent des frais

AB 2025 N 77 / BO 2025 N 77

abusifs en cas de retrait, frais qui ont aussi un impact sur l'utilisation du cash. Pour les commerçants, les transactions digitales ont un coût, avec des frais de commission de plus en plus lourds. Privilégier le cash, en tant que consommatrice et consommateur, et garantir son utilisation, c'est aussi soutenir les commerces locaux.

Notre groupe est favorable au maintien de l'argent liquide comme moyen de paiement dans un but de protection de la vie privée, pour garantir une liberté de choix, et pour certaines personnes pour qui l'accès aux moyens de paiement numériques est difficile voire impossible. Garantir l'utilisation du cash est un moyen de lutte efficace contre la fracture numérique. Toutefois, force est de constater que la garantie de l'approvisionnement en espèces est déjà ancrée dans la loi et la préservation du franc suisse, inscrite dans la Constitution.

Ni l'initiative populaire ni d'ailleurs le contre-projet, ne répondent réellement à la problématique de l'accès à la monnaie courante pour les personnes qui ne peuvent s'en passer. L'initiative et le contre-projet ne touchent qu'à la mise en circulation du cash, mais ne concernent pas son utilisation. Certains commerces commencent d'ailleurs à être "100 pour cent cashless".

L'enjeu est principalement de garantir la liberté de payer en espèces, la liberté de déposer 5 francs sur la table pour quitter un café, de donner une pièce ou un pourboire.

Au vu de la nécessité de garantir la mise à disposition du cash comme moyen de paiement simple, sans smartphone et sans problème de protection des données, notre groupe soutiendra le contre-projet du Conseil fédéral – il introduit la mission pour la BNS d'assurer l'approvisionnement en numéraire –, et il recommandera donc le rejet de l'initiative. Notre groupe vous encourage aussi à soutenir la minorité Ryser pour que son accès soit aussi garanti aux personnes comme les sans-papiers. La minorité Hübscher impose aux commerçants un mode de paiement qui ne correspond pas forcément à leur libre choix d'infrastructures logistiques ou de modèle d'affaires; le groupe des Verts, comme le reste de la commission, la rejettera.



Grossen Jürg (GL, BE): Die Bargeld-Initiative fordert, dass das Recht auf Bargeld und dessen ausreichende Verfügbarkeit in der Bundesverfassung verankert werden. Auf den ersten Blick mag diese Forderung harmlos erscheinen, ist doch Bargeld seit Jahrhunderten ein zentrales Element unseres Wirtschaftskreislaufes. Doch bei genauerer Betrachtung zeigt sich, dass diese Initiative nur schadet und keinen Mehrwert bringt. Die GLP-Fraktion lehnt deshalb diese Initiative klar ab. Warum tun wir das? Weil sie unnötig, unverhältnismässig und rückwärtsgewandt ist.

Unnötig ist sie, weil Bargeld in der Schweiz nicht bedroht ist. Unsere Nationalbank hat keinerlei Pläne, das Bargeld abzuschaffen. Bargeld bleibt ein wichtiger Bestandteil unserer Wirtschaft und wird von den Menschen geschätzt. Es gibt keinerlei Hinweise darauf, dass die Schweiz ohne diese Initiative Bargeld verlieren oder sich komplett davon abwenden könnte. Sowohl die Sicherstellung der Bargeldversorgung als auch der Franken als Schweizer Währung sind heute im Nationalbankgesetz und im Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel verankert. Das Vertrauen in unsere Institutionen und in deren pragmatische, umsichtige Politik ist eine der grössten Stärken der Schweiz.

Unverhältnismässig ist diese Initiative, weil sie starre Regeln in die Verfassung schreiben will. Die Verfassung ist jedoch kein Ort für Detailregelungen, die der technischen und der gesellschaftlichen Entwicklung nicht langfristig gerecht werden können. Gerade im Bereich der Finanztechnologie erleben wir rasante Veränderungen. Mit einer der Initiative entsprechenden Verankerung des Bargeldes in der Verfassung zwingen wir das Bargeld in ein starres Korsett, das uns in Zukunft Flexibilität rauben könnte.

Rückwärtsgewandt ist diese Initiative, weil sie den technologischen Fortschritt ignoriert. Wir erleben eine zunehmende Digitalisierung, die uns neue, sichere und effiziente Zahlungsmethoden bringt. In den vergangenen Jahren hat ein Trend hin zu mehr digitaler Bezahlung und weg von der Nutzung von Bargeld eingesetzt. Diese gesellschaftliche Entwicklung wird durch die neuen Technologien ermöglicht und deckt offenbar ein breites Bedürfnis ab. Es ist aus meiner Sicht eine Erleichterung, einfach mit dem Smartphone zu bezahlen und in der Familie oder unter Freunden einfach mit Twint abzurechnen. Solche Entwicklungen durch eine Verfassungsbestimmung zu bremsen oder gar zu verunmöglichen, ist nicht zielführend. Ich habe nun seit Monaten die gleiche Zwanzignote im Portemonnaie, weil ich kein Bargeld mehr brauche. (*Zeigt die 20-Franken-Note in seinem Portemonnaie*) Selbst beim Wandern zahlt man heute beim Selbstbedienungskühlschrank auf dem Bauernhof mit Twint.

Wie ist es mit Bargeld in der Krise? Auch dann nützt Bargeld aus unserer Sicht wenig. Woher soll die Menge an benötigtem Cash kommen, um die Zahlungen des täglichen Bedarfs zu leisten? Bancomaten, Einzahlungen, Kassen usw. brauchen alle Strom, und wenn Strom vorhanden ist, dann funktioniert auch die digitale Bezahlung.

Bargeld hat unbestreitbare Vorteile, aber es ist nicht die Lösung für alle Bedürfnisse und Probleme. Die Zukunft der Wirtschaft und des Zahlungsverkehrs wird aus unserer Sicht noch lange hybrid sein, mit Bargeld und digitalen Alternativen Seite an Seite.

Der Bundesrat schlägt vor, der Bargeld-Initiative einen direkten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Zu diesem Gegenvorschlag ist die Haltung in unserer Fraktion geteilt. Einige von uns halten ihn für überflüssig, andere für der Situation angemessen. Lassen Sie mich kurz die Argumente der beiden Seiten skizzieren.

Warum ist der Gegenvorschlag überflüssig? Ein Teil unserer Fraktion argumentiert, dass der Gegenvorschlag letztlich dasselbe Problem wie die Initiative hat. Er schafft eine unnötige Regelung für ein nicht existierendes Problem. Die Schweiz hat ein bewährtes, funktionierendes System, das ohne Eingriffe von aussen weiterhin Bargeld sichert. Statt Ressourcen auf einen unnötigen Gegenvorschlag zu verwenden, sollten wir uns auf echte Herausforderungen konzentrieren, Innovation ermöglichen und den technischen und gesellschaftlichen Wandel zulassen. Die aktuelle gesetzliche Regelung reicht dafür bestens aus.

Warum aber könnte der Gegenvorschlag sinnvoll sein? Es gibt in unserer Fraktion Stimmen, die sagen, der Gegenvorschlag sei ein kluger Mittelweg, um der Initiative zu begegnen. Sie argumentieren, dass die zentralen Anliegen der Initiative damit aufgenommen werden, ohne die Verfassung mit übertriebenen Vorschriften zu belasten. So hebt der Gegenvorschlag einfach die heutige Gesetzesbestimmung auf die Stufe der Verfassung. Ein Gegenvorschlag könnte also sicherstellen, dass das Vertrauen in Bargeld bestehen bleibt, ohne dass wir uns dogmatisch an starre Vorgaben binden.

Im Rahmen des Gegenvorschlags stehen auch zwei Minderheiten aus der Kommission zur Diskussion, die die weitergehenden Anliegen der Initianten aufnehmen. Die Initianten argumentieren unter anderem, Bargeld bedeute Freiheit. Man kann das durchaus machen. Aber als nächsten Schritt in der Verfassung festzuschreiben, dass Geschäfte, Bratwurststände, Kioske usw. zwingend Bargeld annehmen müssen, geht uns klar zu weit. Dieser Zwang wäre einengend, teuer und entspräche nicht der natürlichen Entwicklung.

Wir halten deshalb den Initianten entgegen: Digitale Bezahlung ist bequem und deshalb auch ein Stück Frei-



heit. Und wahre Freiheit ist, wenn Verkäufer wie auch Käuferin die Zahlungsmethode selbst wählen und miteinander vereinbaren können.

Weder die Initiative noch der Gegenvorschlag sollten uns dazu verleiten, Symbolpolitik zu machen. Die grün-liberale Politik orientiert sich an den Prinzipien der Vernunft, der Nachhaltigkeit und der Zukunftsfähigkeit. Wir stehen für eine Gesellschaft, die sich nicht von Angst oder Nostalgie leiten lässt, sondern von Mut und Innovationskraft. Wir sagen deshalb klar Nein zur Bargeld-Initiative. Gleichzeitig sind wir uns bewusst, dass der Gegenvorschlag eine differenzierte Debatte verdient. Wir lehnen aber weitergehende Bestimmungen, wie sie von den Minderheiten verlangt werden, ab.

Knutti Thomas (V, BE): Herr Kollege Grossen, Sie haben nun so geredet, als ob Bargeld im Grunde ein

AB 2025 N 78 / BO 2025 N 78

Auslaufmodell sei. Ich war kürzlich auf einer Autobahnraststätte, die von einem Stromausfall betroffen war. Ich konnte als Einziger bezahlen, weil ich Bargeld bei mir hatte. Die Tankstelle war geschlossen, niemand konnte bezahlen. Es standen über fünfzig Personen rund um die Tankstelle und den Einkaufsshop. Ich konnte bezahlen und weiterfahren. Denken Sie nicht auch, dass wir riesengrosse Probleme bekommen, wenn wir jetzt so tun, als ob Bargeld ein Auslaufmodell wäre?

Grossen Jürg (GL, BE): Herr Kollege Knutti, ich kann Sie beruhigen. Ich habe nicht gesagt, Bargeld sei ein Auslaufmodell. Ich habe ja Bargeld bei mir, ich habe es Ihnen gezeigt – genau aus dem Grund, den Sie genannt haben. Ich habe aber auch gesagt, dass es, wenn man nur mit Bargeld bezahlen möchte, bei einem Stromausfall nicht funktionieren wird, denn irgendwann muss man von der Kasse Geld zurückerhalten können. Es muss Geld zurückgegeben werden können. Man kann jedoch bei einem Stromausfall an vielen Orten nicht einmal die Kasse öffnen. Sie können auch nicht zu einem Bancomaten gehen und dort Bargeld beziehen, weil dieser ebenfalls Strom braucht. Ich bin deshalb der Meinung, dass es weiterhin eine hybride Zahlungsmöglichkeit braucht. Wir wollen doch nicht die Freiheiten einschränken, die man mit den digitalen Methoden hat. Das ist unser Anliegen.

Weber Céline (GL, VD): Quand avez-vous eu la dernière fois un problème avec un manque d'argent liquide à travers le pays, pour pouvoir payer en Suisse? J'ai beau réfléchir, je n'arrive pas à me souvenir que nous aurions eu un problème en Suisse que cette initiative permet concrètement de résoudre. En conséquence, le groupe vert/libéral ne comprend pas quel problème l'initiative dite "l'argent liquide, c'est la liberté" nous permettra concrètement de résoudre. Personnellement, j'ai pour habitude de mélanger les formes de paiement, c'est-à-dire en argent liquide ou numérique, pour des raisons personnelles. En effet, d'un côté, je n'ai pas envie de laisser une trace numérique de chaque paiement que je fais, mais d'un autre côté, je n'ai pas envie de me promener avec des sommes trop importantes sur moi. En clair, j'adapte le moyen de paiement à ce qui me convient: c'est ma liberté et cela a toujours fonctionné pour le moment.

En outre, rien ne permet de penser que l'argent liquide risque de disparaître prochainement ou que notre devise sera remplacée. Le peuple suisse est attaché à sa monnaie. C'est bien ainsi et ce n'est pas près de changer. Ainsi, il ne nous paraît pas pertinent, au sein du parti vert/libéral, d'alourdir la Constitution avec des articles qui relèvent soit du détail, soit carrément de l'inutilité totale, tant la garantie de l'approvisionnement en numéraire et le franc en tant que monnaie suisse sont aujourd'hui déjà inscrits dans la loi sur la Banque nationale ou dans la loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement. Cette initiative n'apporte donc strictement aucune plus-value évidente et le parti vert/libéral la rejettera fermement.

S'agissant du contre-projet direct, notre groupe est divisé. Une partie du groupe rejette le contre-projet, car il considère que ce contre-projet souffre des mêmes problèmes que l'initiative, à savoir qu'il cherche à résoudre un problème qui n'existe pas en introduisant des articles et une réglementation superflus. Or, plutôt que de perdre du temps à résoudre des problèmes imaginaires, nous devrions nous concentrer sur les véritables défis, à savoir permettre l'innovation et accompagner les changements de comportement dans les modes de paiement. Pour cela, la réglementation légale en vigueur suffit amplement.

D'un autre côté, cependant, une partie de notre groupe estime au contraire que le contre-projet tient compte des revendications ou préoccupations de l'initiative, mais de façon simple et sans surcharger inutilement la Constitution. Le contre-projet permet de garantir le maintien de l'argent liquide auquel les Suisses sont attachés, mais sans la vision dogmatique et rigide de l'initiative. C'est la raison pour laquelle une partie de notre groupe soutiendra le contre-projet.

Ceci dit, dans les deux cas, notre groupe rejettera les propositions des minorités: la proposition de la minorité Ryser, parce qu'elle va à contre-courant de l'évolution actuelle et coûterait très cher, et la minorité Hübscher,



parce qu'elle représente une intervention étatique dans la liberté contractuelle entre clients et vendeurs, s'agissant du moyen de paiement, ce que nous refusons catégoriquement.

Je vous invite donc à rejeter l'initiative ainsi que les propositions de minorité du contre-projet.

Sormani Daniel (V, GE): Madame la conseillère nationale et à travers vous le groupe vert/libéral, étant donné les discussions entre les banques centrales et avec la Banque nationale suisse, comment appréhendez-vous la création d'une monnaie numérique de banque centrale, avec le risque à terme de faire disparaître le numéraire?

Weber Céline (GL, VD): Vous abordez un point qui n'est pas fondamentalement touché par l'initiative. Encore une fois, nous considérons le risque que l'argent en espèces disparaisse en Suisse comme nul à l'heure actuelle.

Badran Jacqueline (S, ZH): Ich gebe es zu: Ich rege mich etwas auf. Denn ich gehöre zu denjenigen, die glauben, wir hätten in der heutigen Zeit eigentlich Besseres zu tun. Ich habe kein Verständnis für diese Initiative. Sie ist nämlich gemacht worden – abgesehen von der Profilierungsneurose –, um Ängste zu schüren und Verschwörungserzählungen in der Bevölkerung zu verbreiten, im Sinne von "Man könnte das Bargeld abschaffen und 'hinterrücksli' den Euro einführen".

Wir sind nicht hier, weil die Initianten und die Befürworter dieser Initiative den alten Herrn im Blick haben, der keine Bankkarte hat und nicht weiss, wie Twint oder solche Dinge funktionieren. Es geht auch nicht um das kleine Kind, welches das gleiche Problem hat. Es wurde auch der Jugendliche in der Disco erwähnt. Viel eher sind die Milliarden an Schwarzgeldern und die Geldwäscherei im Blick. Bargeld ist die Währung der Schwarzgelder und der Geldwäscherei, weil es keine digitalen Spuren hinterlässt. Bargeld ist die Währung der Camouflage und Anonymität. Dass das hier mit keinem Satz erwähnt worden ist, empfinde ich als nicht integer und unredlich.

Nicht, dass die SP die vielen Vorteile des Bargeldes nicht anerkennen würde – im Gegenteil: Es war unsere Prisca Birrer-Heimo als Konsumentenschützerin, die sich immer sehr dafür eingesetzt hat, dass Bargeld angenommen werden muss, und zwar genau für die genannten spezifischen Anspruchsgruppen in der Bevölkerung. Aber hier haben wir überhaupt keinen Handlungsbedarf; Kollege Grossen hat es gesagt. Es ist eigentlich schon alles im Gesetz geregelt. Gemäss Artikel 5 des Nationalbankgesetzes gewährleistet die Nationalbank die Bargeldversorgung. Wollte man das Bargeld abschaffen, gäbe es eine referendumsfähige Gesetzesänderung. Die Einführung des Euro würde zwingend ein obligatorisches Referendum bedingen.

Zur Minderheit mit dem Zwang zur Bargeldannahme: Das ist in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Währung und die Zahlungsmittel geregelt. Dort ist es sogar sehr elegant geregelt, indem es ein dispositives Recht ist. Die Regel lautet: Man muss – aber in Verträgen kann man sich das wegbedingen. Dann ist es freiwillig, sodass man dann halt beispielsweise nicht dort einkauft.

In dem Sinne wird die SP selbstredend die Initiative ablehnen und den direkten Gegenvorschlag zähneknirschend annehmen. Es geschieht eigentlich nichts Schlimmeres, als dass wir Regelungen auf Gesetzesstufe halt auf Verfassungsstufe heben, in eine Volksabstimmung gehen und das ganze System irgendwie am Laufen halten. Wir werden auch der Minderheit Ryser zustimmen. Ich bitte Sie, tatsächlich der Minderheit Ryser zuzustimmen. Denn wenn es Ihnen ernst ist damit, dass alle Menschen Zugang zu Bargeld haben, dann müssen Sie den Antrag der Minderheit Ryser annehmen. Wir sind hier immer noch in der Schweiz, wo alle vor dem Gesetz gleich sind oder gleich sein sollten. Deshalb bitte ich Sie, diesen Minderheitsantrag anzunehmen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Badran, danke für das temperamentvolle Votum. Sie haben gesagt,

AB 2025 N 79 / BO 2025 N 79

man könne wählen. Das hiesse: Wenn jemand Bargeld nicht annimmt, dann kaufe ich halt nicht dort ein. Aber geht das? Es geht eben nicht. Bei Parkplätzen, bei Ticketautomaten, bei den SBB ist das nicht der Fall. Diese Tatsache widerspricht Ihnen ein bisschen, denn da können Sie nicht wählen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Nein, wir haben gesagt, dass das ein dispositives Recht sei. Es besagt, dass man Bargeld annehmen muss. Besonders gilt das selbstverständlich für den öffentlichen Dienst. Ein Restaurant kann aber beispielsweise sagen, dass es fortan kein Bargeld mehr annimmt. Das kann es anschreiben, worauf der Kunde weiss, dass er nicht mit Bargeld bezahlen kann. Das passiert in der Regel nicht. Alle nehmen eigentlich Bargeld an, auch wenn das ganze Bargeldmanagement aus der Perspektive des Anbieters, z. B.



eines Restaurantbetreibers oder eines Ladens, im Grunde sehr aufwendig und im Übrigen auch gefährlich ist.

Amoos Emmanuel (S, VS): Avec le traitement de l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)", nous avons la parfaite illustration de la capacité de certaines organisations de notre pays et de leurs soutiens à utiliser nos institutions à des fins de pure communication, de pure propagande, et il faut qualifier cette manière de faire d'affligeante. Car, à la question de savoir si cette initiative apporterait une plus-value concrète au cadre légal actuellement en vigueur, il faut objectivement répondre que non. L'acceptation de l'initiative, qui ajouterait deux alinéas à l'article 99 de la Constitution, n'aurait concrètement aucune conséquence pratique directe, car les objectifs visés par l'initiative sont déjà mis en oeuvre dans les lois de notre pays.

L'initiative demande deux éléments. Premièrement, elle demande que l'approvisionnement en numéraire soit garanti. Or, en vertu de l'article 5 de la loi sur la Banque nationale, cette dernière est déjà chargée d'assurer l'approvisionnement en numéraire, donc l'initiative n'apporte ici rien de nouveau. Deuxièmement, l'initiative demande qu'une votation populaire soit organisée en cas de remplacement du franc par une autre monnaie. Or, une nouvelle fois, l'unité monétaire franc est citée à plusieurs endroits dans la Constitution. Ces dispositions devraient elles aussi être modifiées en cas de changement d'unité monétaire et seraient donc soumises à un référendum obligatoire. En résumé, cette initiative ne sert strictement à rien en termes de modification légale et, jusqu'à présent, personne ne semble vouloir remettre en question ces éléments.

Aujourd'hui, le principal problème en Suisse en matière de moyens de paiement n'est pas lié à l'acceptation de l'argent liquide, mais bien aux frais absolument astronomiques perçus par les différents acteurs des paiements par carte et aussi par le manque de transparence totale qu'il y a dans ces systèmes. Je ne peux qu'inviter notre Parlement à agir en priorité sur ces frais qui pénalisent les commerçants et les consommateurs plutôt qu'à perdre son temps sur cette initiative.

Le Conseil fédéral, sensible à l'importance du numéraire pour l'économie et la société, propose tout de même un contre-projet direct en inscrivant à l'article 99 de la Constitution que la monnaie suisse est le franc et que la Banque nationale assure l'approvisionnement en numéraire. La majorité de la Commission de l'économie et des redevances a également ajouté la notion de franc suisse à la proposition du Conseil fédéral. Ainsi, le contre-projet reprend totalement les objectifs de l'initiative avec une formulation juridique plus précise.

Malgré la reprise intégrale de ces objectifs dans le contre-projet direct, les initiants – M. Keller en tête – ne semblent pas vouloir retirer leur initiative. Cela démontre assez clairement que le seul objectif des initiants n'est pas de faire évoluer le cadre légal de notre pays, mais bien d'utiliser l'outil de l'initiative populaire pour faire de la pure et simple communication populiste. Je ne peux que déplorer ce type de comportement: notre population mérite mieux qu'une instrumentalisation de l'initiative populaire à des fins de propagande.

Concernant les propositions de minorité déposées, le groupe socialiste vous propose d'accepter la proposition de la minorité Ryser, qui, elle, apporte concrètement un élément légal nouveau, et de refuser la proposition de la minorité Hübscher, qui ne fait que reprendre, encore une fois, la législation en vigueur. En effet, l'article 3 de la loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement stipule déjà qu'il est obligatoire d'accepter l'argent liquide.

Le groupe socialiste n'a pas attendu cette initiative populaire pour se soucier de la garantie de l'acceptation de l'argent liquide. Comme l'a expliqué ma préopinante, un rapport très complet du Conseil fédéral a été publié en réponse au postulat de ma collègue Birrer-Heimo, du groupe socialiste, qui demandait justement d'assurer l'acceptation de l'argent liquide.

Le groupe socialiste vous propose finalement de suivre la majorité de la commission, donc d'accepter le contre-projet direct du Conseil fédéral et de recommander le rejet de l'initiative populaire. Je demande également aux initiants de faire preuve d'un peu de raison et de retirer leur initiative qui, avec le contre-projet, voit son objectif totalement réalisé.

Marchesi Piero (V, TI): Con questo mio intervento intendo sottolineare l'importanza di un tema che va oltre le semplici transazioni finanziarie: mi riferisco al diritto e alla libertà di scegliere come pagare.

L'iniziativa popolare "Sì a una valuta svizzera indipendente e libera con monete o banconote (Il denaro contante è libertà)", chiede di proteggere un pilastro della nostra identità, la moneta contante, accessibile e disponibile a tutti. Il contante rappresenta molto di più di un mezzo di pagamento, è il simbolo della nostra indipendenza, del nostro controllo personale sulle risorse economiche. Non richiede connessione Internet, elettricità o approvazione da parte di sistemi digitali complessi. È immediato, sicuro e universale. Come disse Benjamin Franklin, chi rinuncia alla libertà per acquistare sicurezza non merita né una né l'altra. Oggi questa riflessione



ci ricorda che perdere il contante significa cedere parte della nostra libertà, quantomeno quella di scegliere come effettuare i nostri pagamenti.

Alcuni, l'abbiamo sentito anche prima, sostengono che l'iniziativa sia superflua, poiché la legislazione vigente già tutela il denaro contante. Ma allora perché vediamo sempre più negozi rifiutarlo o Bancomat scomparire dai nostri quartieri? Le statistiche parlano chiaro, l'uso del contante in Svizzera è in netto calo, passando dal 70 per cento delle transazioni nel 2017 a meno del 40 per cento nel 2022. Questa tendenza non è certamente casuale, è il risultato di scelte che progressivamente marginalizzano la moneta fisica e minacciano la sua esistenza. E malgrado questo, il 97 per cento degli svizzeri conferma di voler mantenere il denaro contante.

Inoltre si sostiene che il denaro contante favorirebbe l'evasione fiscale o le attività illecite, ma ridurre tutto a questa visione è ingiusto. La stragrande maggioranza delle persone utilizza il denaro contante in modo legittimo per acquisti quotidiani e per preservare la propria privacy finanziaria. E non dimentichiamo che i sistemi digitali complessi non sono esenti da rischi come frodi informatiche o blackout tecnologici.

L'iniziativa mira a garantire due aspetti essenziali: che le banconote e le monete restino sempre disponibili in quantità sufficiente e che ogni proposta di sostituzione del franco svizzero con altra valuta sia sottoposta al voto popolare. Questi principi non solo rafforzano la nostra democrazia diretta ma evitano che decisioni cruciali vengano prese senza un adeguato consenso. In un mondo sempre più digitale mantenere il contante significa preservare una rete di sicurezza. Pensiamo alle fasce vulnerabili della popolazione, agli anziani che spesso non sono abituati ai pagamenti elettronici o alle persone che vivono in aree rurali con accesso limitato alla tecnologia. Abolire il contante significherebbe escludere questi gruppi dalla vita economica quotidiana.

Sostenere dunque questo principio significa difendere il diritto di scelta, la trasparenza, l'accessibilità per tutti. La Svizzera è un modello di libertà e autonomia, e il contante ne è anche un simbolo. Non possiamo dunque permettere che questo pilastro venga smantellato sotto il peso di una digitalizzazione che rischia di escludere invece di includere.

Invito dunque a votare sì al controprogetto diretto, perché risponde in modo chiaro e oggettivo agli intenti e agli obiettivi dell'iniziativa.

AB 2025 N 80 / BO 2025 N 80

Balmer Bettina (RL, ZH): Meiner Meinung nach ist der direkte Gegenentwurf des Bundesrates zur Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" sinnvoll. Damit werden sowohl die Bargeldversorgung als auch der Franken als Währung in der Schweiz sichergestellt und sogar in der Verfassung verankert. Die insgesamt 41 Vernehmlassungsantworten auf den bundesrätlichen Gegenentwurf waren denn auch durchwegs positiv.

Auch seitens der FDP-Liberalen Fraktion hat man sich für den bundesrätlichen Gegenentwurf ausgesprochen. Wer bargeldlos bezahlen will, soll dies tun können. Dafür gibt es heute verschiedenste Möglichkeiten. Die Palette für bargeldloses Bezahlen ist enorm, und das finde ich auch gut so. Bargeldloses Bezahlen soll aber weder forciert noch gestoppt werden. Grundsätzlich ist für mich klar, dass stets Wahlfreiheit bestehen muss, wie man bezahlen möchte. Diese Wahlfreiheit muss auch die Bezahlung mit Bargeld beinhalten. Gerade ältere Leute, wir haben es gehört, wollen aus einer Gewohnheit heraus mit Bargeld bezahlen und sollen dies auch weiterhin tun können.

Schon heute ist der Zugang zur Bargeldbezahlung mit einer Annahmepflicht versehen. Bargeld muss also angenommen werden. Dies ist allerdings dispositives Recht. Das bedeutet, dass die Vertragsparteien punktuell von diesem Grundrecht abweichen können, allerdings nur dann, wenn dies z. B. durch einen sichtbaren Hinweis im Geschäft oder Restaurant klar angezeigt wird. In einer Umfrage der Schweizerischen Nationalbank aus dem Jahr 2022 sprechen sich die Befragten ebenfalls klar für Bargeld aus. 97 Prozent der Bevölkerung wünschen sich, dass Bargeld in der Schweiz bestehen bleibt.

Ausserdem zeigt sich in Ländern wie Schweden, wo Bargeld kaum noch vorhanden ist, dass die Zentralbank und die dortigen Behörden die Entwicklung hin zu einem bargeldlosen Staat mittlerweile als nachteilig beurteilen. Schweden hält sogar klipp und klar fest, dass Bargeld in Schweden systemrelevant sei, und hat aktiv Gegensteuer gegen die Entwicklung hin zu einem bargeldlosen Land gegeben. Seit 2020 hat in Schweden offenbar ein Umdenken stattgefunden. Man hat dort realisiert, dass sich – gemäss eigenen Aussagen – die erforderliche Stabilität und Resilienz der Landeswährung mit den bestehenden digitalen Systemen nicht vollständig gewährleisten lasse. Zu gross sei die Verwundbarkeit bei Zwischenfällen wie Stromausfällen oder Cyberangriffen. Ausserdem ist Schweden zum Schluss gekommen, dass bargeldlose Zahlungsmittel für manche Bevölkerungsgruppen nicht jederzeit zugänglich und verfügbar sind.

All diese Argumente können auf Schweizer Verhältnisse übertragen werden. Sie treffen auch bei uns zu und



untermauern, dass es wirklich sinnvoll ist, die Bargeldversorgung in der Schweiz in der Verfassung zu verankern. Wir von der FDP-Liberalen Fraktion lehnen darum die etwas unpräzise Initiative ab und stimmen dem direkten Gegenentwurf des Bundesrates zu.

Guggisberg Lars (V, BE): Wir leben in einer Zeit des rasanten technologischen Fortschritts. Digitale Zahlungsmethoden sind auf dem Vormarsch, kontaktlose Bezahlvorgänge erleichtern unseren Alltag, und viele Länder diskutieren bereits über eine vollständige Abschaffung des Bargelds. Was bedeutet das aber für unsere Freiheit? Welche Rolle spielt Bargeld für eine selbstbestimmte Gesellschaft?

Es ist kein Zufall, dass die Freiheitsgöttin Libertas auf einigen unserer Münzen abgebildet ist, so wie hier auf diesem "Zwänzgi". Denn Bargeld bedeutet Freiheit. Bargeld ist weit mehr als nur ein Zahlungsmittel. Es ist ein Symbol für Unabhängigkeit und Selbstbestimmung. Wenn ich mit einem Geldschein bezahle, hinterlasse ich keine Datenspuren. Niemand analysiert mein Kaufverhalten. Bargeld schützt unsere Privatsphäre und bewahrt uns vor der totalen Überwachung. Bargeld ist ein Grundpfeiler jeder freien Gesellschaft.

Doch genau diese Freiheit gerät zunehmend unter Druck. Bargeldlose Zahlungen sind bequem, aber sie machen uns auch abhängig von Technik, von Strom und von Internetverbindungen. Was passiert, wenn das System versagt? Wenn ein technischer Fehler oder eine politische Entscheidung den Zugang zu unserem digitalen Geld blockieren? Wer nur noch digital bezahlt, verliert die Kontrolle, verliert seine finanzielle Souveränität. Ein bargeldloses System gibt zudem Institutionen und Staaten eine enorme Macht. Transaktionen können nachverfolgt, analysiert oder sogar eingeschränkt werden. Die völlige Abschaffung von Bargeld wäre ein Angriff auf die persönliche Freiheit jedes Einzelnen. Das bedeutet nicht, dass wir digitale Zahlungen ablehnen sollten. Aber wir müssen uns bewusst machen, dass wir, solange wir Bargeld haben, auch die Wahl haben. Wir können entscheiden, ob wir eine digitale Spur hinterlassen wollen oder nicht. Wir können unabhängig von Technologien bezahlen. Diese Freiheit sollten wir verteidigen.

Die schleichende Abschaffung des Bargelds mag modern und fortschrittlich erscheinen, aber sie nimmt uns ein fundamentales Recht: die finanzielle Selbstbestimmung. Lassen Sie uns also nicht in Bequemlichkeit verfallen, sondern für den Erhalt des Bargelds als Zeichen unserer Freiheit einstehen.

Riem Katja (V, BE): Gerade war ich in London. Im Portemonnaie hatte ich einige englische Pfund, um für jeden Zwischenfall ausgerüstet zu sein. Vor Ort angekommen, brauchte ich aber fast überall eine Kreditkarte. In vielen Restaurants konnte ich nicht bar bezahlen, auch für die U-Bahn und sogar für das Musical musste ich zwingend zur Karte greifen. Als ich dann am Montag einen Blick in mein E-Banking warf, kam das Erstaunen: Obwohl ich längst zurück in der Schweiz war, hatte ich noch eine Abbuchung aus Grossbritannien. Nachvollziehen, ob diese stimmt, konnte ich nicht mehr. Ich bin dem System ausgeliefert. Die Pfund habe ich wieder nachhause genommen.

Als Digital Native bin ich mir die Abhängigkeit von digitalen Systemen gewohnt. In fast allen Bereichen des Lebens spielen digitale und damit oft auch einfachere Lösungen eine Rolle, und sie werden gerade von meiner Generation sehr geschätzt. Die neuen Lösungen geben aber nicht Antwort auf alle Probleme. Im Zentrum muss deshalb die Wahlfreiheit stehen: Ich soll mich diesen Technologien widmen können, aber nicht müssen. Ich muss mir auch bewusst sein, dass das digitale Bezahlen etwas kostet und dass diese Dienste Gebühren erheben. Gerade für verschiedene Gewerbebetriebe und insbesondere die Gastronomie sind diese Kosten entscheidend. Bargeld spielt hier deshalb immer noch eine wichtige und grosse Rolle. Nebst den hohen Gebühren und Zinsen führen die neuen Bezahlssysteme nämlich auch zu einer erhöhten Kontrolle über jede mögliche Transaktion, wie beispielsweise das Trinkgeld. Der Staat muss hier definitiv nicht noch mehr kontrollieren, als er es heute schon tut.

Zum Schluss: Insbesondere in Krisenfällen müssen wir zwingend unabhängig von diesen digitalen Systemen funktionieren können. Die deshalb so wichtige Wahlfreiheit würde in solchen Fällen sowieso an Bedeutung gewinnen. Sie merken es, Bargeld bedeutet Freiheit, und deshalb darf es auch in der Bundesverfassung geregelt werden.

Ich bitte Sie deshalb, dieses Anliegen und insbesondere die Minderheit Hübscher zu unterstützen.

Flach Beat (GL, AG): Ich bitte Sie, diese Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen und auch den Gegenvorschlag abzulehnen. Es braucht beides nicht.

Es kommt mir ein kleines bisschen vor, als würden wir über eine Volksinitiative diskutieren, die sagt: "Wir wollen weiterhin Hüte tragen dürfen." Die wenigsten Leute tragen heute noch Hüte. Aber wenn Sie Bilder von früher anschauen, dann sehen Sie Strassen voller Männer, die alle einen Hut tragen; auch Frauen trugen früher Hüte. Aber Hüte sind einfach aus der Mode gekommen, denn wir brauchen sie heute nicht mehr. Es gibt öffentliche Verkehrsmittel, es gibt z. B. hier in Bern die schönen Lauben, es gibt Autos usw. Deshalb braucht man nicht



mehr alles zu Fuss zu gehen, und deshalb trägt man nicht mehr so oft einen Hut. Aber niemand verbietet Hüte. Nach wie vor gibt es sehr schöne Hüte; es gibt Hutfabriken in der Schweiz, es gibt eine Strohhutfabrik im Aargau,

AB 2025 N 81 / BO 2025 N 81

die wunderbare Hüte herstellt, und niemand will das verbieten. Stellen Sie sich vor, dass jetzt plötzlich jemand käme und sagen würde: Ihr müsst aufpassen, dass euch nicht plötzlich jemand das Tragen von Hüten verbietet! Mit dieser Volksinitiative ist es ein bisschen ähnlich. In Wirklichkeit ist es so: Niemand will das Bargeld verbieten. Im Gegenteil: Das Bargeld ist heute schon über das Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel geschützt. Das heisst, wenn irgendjemand das Bargeld abschaffen oder eine andere Währung einführen oder eine Digitalwährung als Hauptwährung einführen wollte usw., gäbe es eine Volksabstimmung darüber – da bin ich ganz sicher –, weil gegen ein solches Bundesgesetz das Referendum ergriffen würde.

Bargeld funktioniert übrigens auch im Krisenfall nicht besser. Stellen Sie sich vor, dass der Strom ausfällt: Dann funktionieren auch die Kassensysteme nicht mehr, Einzahlungen funktionieren nicht mehr. Bargeldeinzahlungen, mit denen man eine Rechnung bezahlen könnte, würden beispielsweise auch nicht funktionieren; das wurde bereits erwähnt. Selbst im Hofladen kann man heute mit Twint bezahlen. Aber auch wenn Sie mit Bargeld bezahlen wollen: Irgendwann würde das Wechselgeld ausgehen, das würde bei einem Stromausfall also irgendwann auch nicht mehr funktionieren. Man müsste dann auf irgendein Zettelsystem umstellen oder was weiss ich machen.

Wenn wir tatsächlich etwas am Zahlungssicherheitssystem verbessern möchten, dann müssen wir bei den Krisen, Problemen und Gefahren ansetzen, die tatsächlich existieren. Die Risiken liegen nämlich vor allen Dingen bei Cyberangriffen auf die Strominfrastruktur und auf die intelligenten Systeme, die die Zahlungsvorgänge abwickeln. In Anbetracht der Krisen, mit denen wir tatsächlich konfrontiert sind, wäre es viel gescheiter, in diese Bereiche zu investieren. Denn, wie gesagt, niemand will uns das Bargeld wegnehmen.

Ich selbst habe auch noch etwas Bargeld in der Hosentasche. Das brauche ich vor allen Dingen, wenn ich irgendwo einen Strassenmusiker sehe, damit ich ihm etwas in seinen Geigenkasten werfen kann. Aber selbst bei einem Strassenmusiker, den ich vor ein paar Tagen gesehen habe und der mit einem Dudelsack Musik machte, konnte man mit Twint bezahlen; die Zahlungsinfo war gross auf einem Schild angebracht. Diesem Strassenmusiker habe ich jedenfalls fünf Franken gegeben, was ich mit Freuden gemacht habe – und ich bin sicher, er hat sie mit Freuden angenommen.

Und dann noch etwas Letztes zum Bargeld: Viele Restaurationsbetriebe oder auch andere Kleingewerbler sind auf digitale Bezahlssysteme umgestiegen, weil das sicherer ist für sie und sie dadurch weniger Risiken haben. Stellen Sie sich vor: Wenn einer Servierperson am Abend das Portemonnaie mit womöglich 2500 Franken darin gestohlen wird, dann ist das ein unglaublicher Schaden. Das kann beim digitalen Bezahlen nicht passieren. Auch das Einzahlen von Bargeld auf die Bank bzw. der Transport des Geldes zur Bank ist nicht ungefährlich, dabei kann Geld verloren gehen. Das kann beim digitalen Bezahlen viel weniger passieren. Langer Rede kurzer Sinn: Es braucht diese Volksinitiative nicht. Es braucht sie genauso wenig, wie es eine Initiative brauchen würde, die verlangt, dass das Recht auf das Tragen von Hüten verfassungsmässig geschützt werden soll. Und es braucht auch keinen Gegenvorschlag dazu.

Addor Jean-Luc (V, VS): "L'argent liquide, c'est la liberté" – c'est le titre de l'initiative populaire, et c'est vrai. En d'autres termes, j'avais exprimé la même chose, avec un anglicisme que je n'utiliserais plus aujourd'hui, dans ma motion 20.3365, "La Suisse, un pays de cash qui doit le rester". Je demandais alors que l'on ancre dans la Constitution fédérale le droit de payer en espèces et que l'on renforce la concrétisation de ce droit dans la loi. Cette motion a malheureusement été rejetée le 15 mars 2022, mais le problème demeure, et il est d'importance.

Le paiement sans espèces, que ce soit par carte de crédit, par voie électronique ou encore au moyen d'applications pour smartphones, ne cesse, en effet, de se développer. D'abord, parce que c'est pratique, évidemment. Mais ce que l'on peut dire, c'est qu'à une évolution technologique et sociétale est venu s'ajouter, à un moment donné, un facteur accélérateur, à savoir la crise du COVID-19. Pour les raisons sanitaires qui ont été évoquées, à l'époque, dans les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), les autorités ont donné au paiement sans espèces quasiment un statut de moyen de lutte contre le virus. Cette évolution n'est pas innocente. Elle n'est surtout pas sans risque. On peut parler de black-out électrique et de l'incidence que cela aurait sur ces moyens de paiement, mais cette évolution n'est surtout pas sans risque sous l'angle de la protection de notre sphère privée. En effet, toutes les transactions effectuées par le biais de paiements en espèces sont enregistrées et les données conservées



dans des conditions à tout le moins opaques, sans grande possibilité de contrôle pour les particuliers ni pour les entreprises qui ont recours à ces moyens de paiement. Face aux velléités implicites, parfois même explicites, de divers milieux de nous conduire vers un monde sans argent liquide, les craintes sont donc légitimes que ces fantasmes de suppression de l'argent liquide exposent les citoyens à un contrôle toujours plus total, y compris par l'Etat, parfois aussi par l'employeur – on a parlé du problème des bonnes-mains –, sans parler évidemment des risques d'un traçage et d'un profilage sans limite. Ces craintes ont débouché sur le lancement de l'initiative populaire fédérale dont nous débattons aujourd'hui. C'est vrai que son texte, malheureusement, n'exprime pas de manière limpide l'objectif que je poursuivais avec ma motion. Au-delà de la stricte question du paiement des biens et des services, l'argent liquide a une dimension de baromètre de ce qu'il subsiste de notre sphère privée, de la liberté du citoyen face à l'Etat. Il ne suffit pas d'invoquer la liberté contractuelle, ou alors il faut aussi parler de notre liberté de choix. Car il faut rappeler que, contrairement à ce qui a été dit tout à l'heure, entre autres par M. Amos, le droit suisse en vigueur, à l'article 3 de la loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, consacre théoriquement l'obligation d'accepter des paiements en liquide, mais cette obligation, le Conseil fédéral l'avait dit, n'est que de droit dispositif. En français courant, cela veut dire que ce n'est pas une obligation. Le droit suisse en vigueur ne comporte ainsi aucun mécanisme ni aucune règle permettant de nous protéger vraiment contre les risques de suppression de l'argent liquide. Il y a donc une vraie lacune que nous avons l'occasion, aujourd'hui, et le devoir aussi, de combler. Le contre-projet direct le fera peut-être, mais à une seule condition, c'est que nous acceptions la proposition de la minorité Hübscher, formulée de manière au demeurant nuancée, qui propose que l'on indique, dans la Constitution, qu'en règle générale l'argent liquide est accepté comme moyen de paiement. Sans cette adjonction, ce qu'il restera de nos débats, ce ne sera que de la littérature, donc rien, aucune garantie que nos libertés et notre sphère privée ne seront un jour sacrifiées sur l'autel de la commodité des consommateurs, sans parler, encore une fois, du fantasme de certains de contrôler des citoyens. Si nous acceptons la proposition de la minorité Hübscher, le contre-projet direct permettrait, à mon sens, d'atteindre l'objectif des initiants. C'est à cela que je vous appelle, en espérant que les amis de l'argent liquide, au moment du vote, seront plus nombreux que les élus présents actuellement dans cette salle.

Gafner Andreas (V, BE): Ein Ja zur Bargeld-Initiative heisst, die Freiheit und Unabhängigkeit zu stärken. Die Volksinitiative "Bargeld ist Freiheit" entspricht einem Herzensanliegen unserer Partei, der EDU, und auch mir persönlich. Wir haben die Initiative schon während der Unterschriftensammlung tatkräftig unterstützt. Dass die Bargeld-Initiative mit fast 137 000 gültigen Unterschriften zustande kam, obwohl sie von keiner grossen Partei unterstützt wurde, spricht für sich und ist bemerkenswert. Das zeigt, dass das Anliegen wichtig ist und dass die Initiative weiten Teilen der Bevölkerung aus der Seele spricht. Die EDU fordert schon lange, dass in der Schweiz überall mit Bargeld bezahlt werden kann. Insbesondere Banken und staatliche Stellen wie Bahn, Post usw. sind zur Annahme von Bargeld zu verpflichten.

Bargeld fördert die Freiheit und Unabhängigkeit, weil der Bürger beim Bezahlen bzw. beim Kauf von Produkten und

AB 2025 N 82 / BO 2025 N 82

Dienstleistungen weniger von technischen Systemen abhängig ist. Wenn Karte oder Handy nicht mehr funktionieren oder sogar die elektronische Infrastruktur zusammenbricht, sind die Bürger aufgeschmissen und können nichts mehr kaufen oder verkaufen. Ohne Bargeld sind wir alle verletzlicher, missbrauchsanfälliger und abhängiger. Weiter ist die Versuchung, mehr Geld auszugeben, für manche Menschen grösser, wenn sie nicht durch den Inhalt des Geldbeutels limitiert werden; mit Bargeld haben sie eher den Überblick.

Es ist zwar oft zu hören, dass niemand die Absicht habe, das Bargeld abzuschaffen, und dass die vorliegende Initiative deshalb überflüssig sei. Es ist aber eine Tatsache, dass die Abschaffung bzw. die Abwertung des Bargeldes als legitimes Zahlungsmittel schleichend voranschreitet. Als Beispiele erwähne ich lediglich die Absicht, Billettautomaten an Bahnhöfen bargeldlos einzurichten, diverse Feste oder Geschäfte, bei denen man schon heute nur bargeldlos bezahlen kann, oder digitale Währungen, an denen heute über 90 Prozent der Zentralbanken arbeiten und die das Potenzial haben, das Bargeld zu verdrängen und noch mehr Inflation herbeizuführen.

Bargeld ist kein Auslaufmodell. Bargeld ist Freiheit, Bargeld hat Zukunft. Der Trend hin zu bargeldlosen Zahlungen wird sich zweifellos fortsetzen. Das ist der Lauf der Dinge. Die Zahlungsmittel sollten sich jedoch ergänzen und nicht gegeneinander ausgespielt werden. Die Schweizerinnen und Schweizer – das bestätigen auch zahlreiche Umfragen und Erhebungen – wollen am Bargeld festhalten. Packen wir die Gelegenheit also beim Schopf und schreiben wir das Bargeld auch in unserer Bundesverfassung fest, so, wie es die Bargeld-Initiative



fordert.

Ich bitte Sie deshalb, der Initiative zuzustimmen.

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Heute wird mit Karte, mit Twint oder mit dem digitalen Wallet im Smartphone bezahlt. Wird Bargeld also verschwinden? Nein, Bargeld bleibt unverzichtbar. Der Schweizerfranken als offizielle Währung soll deshalb in der Verfassung verankert werden. So sind wir für technische Ausfälle gerüstet, bleiben unabhängig von Zahlungsanbietern und sind frei in der Wahl des Zahlungsmittels.

Die EVP unterstützt deshalb den direkten Gegenentwurf zur Bargeld-Initiative. Es ist logisch und notwendig, die Versorgung mit Bargeld sowie den Schweizerfranken als offizielle Währung in der Verfassung zu verankern. Dies schafft Sicherheit. Natürlich bieten elektronische Zahlungsmittel zahlreiche Vorteile. Sie erleichtern den Alltag, ermöglichen spontane Online-Käufe und vereinfachen internationale Transaktionen. Trotzdem dürfen wir die Risiken einer bargeldlosen Gesellschaft nicht ignorieren. Besonders ältere Menschen hätten mit einer bargeldlosen Gesellschaft Mühe. Viele von ihnen haben keinen Zugang zu oder keine Erfahrung mit digitalen Zahlungsmitteln. Auch die Kosten sind ein Thema. Wenn Bargeld verschwindet, hätten Betreiber von Zahlungssystemen ein Monopol. Sie könnten die Gebühren zulasten von Handel und Konsumenten drastisch erhöhen. Ein weiteres Problem ist die Gefahr der Überschuldung. Mit Kreditkarten oder Bezahl-Apps verliert man schnell den Überblick. Dies führt zu mehr Käufen auf Kredit und zu einer steigenden privaten Verschuldung. Am Ende trägt die öffentliche Hand oft die Folgekosten.

Was passiert ausserdem, wenn elektronische Systeme ausfallen? Stromausfälle, Cyberangriffe oder Überlastungen können dazu führen, dass keine Zahlungen mehr möglich sind. Sie alle kennen sehr wahrscheinlich den Film "The Net" aus dem Jahr 1995 mit Sandra Bullock in der Hauptrolle. Gerade den jungen Schülerinnen und Schülern hier auf der Tribüne empfehle ich, diesen Film anzuschauen. Der Film zeigt, was man als Science-Fiction bezeichnete, was sein könnte, wenn wir gehackt würden. Dies ist heute im Online-Bereich schon überall der Fall.

Und dann der Datenschutz: Ohne Bargeld wird jede Zahlung nachvollziehbar, die Privatsphäre verschwindet, und es gibt keine Alternative mehr.

Die EVP setzt sich deshalb für Freiheit ein, für Freiheit für Konsumenten und Unternehmen. Die bestehende Regelung, dass Bargeld als Zahlungsmittel angenommen werden muss, reicht aus. Dieses dispositive Recht ermöglicht es Händlern und Kunden, einvernehmlich auch andere Zahlungsmethoden zu vereinbaren. Wenn ein Geschäft Bargeld ablehnt, muss dies klar kommuniziert werden. Wer dort einkauft, akzeptiert bargeldloses Bezahlen genauso wie im Online-Handel. Wer das nicht möchte, kann frei entscheiden, ein anderes Geschäft aufzusuchen. Diese Vertragsfreiheit ist zentral und muss erhalten bleiben. Deshalb lehnen wir den Antrag ab, dass Bargeld in der Regel als Zahlungsmittel angenommen werden muss. Ebenso würden wir es ablehnen, wenn die Verfassung vorschreiben würde, dass in der Regel elektronische Zahlungsmittel zu verwenden sind. Die EVP steht für Augenmass, Freiheit und Vertrauen. Deshalb unterstützen wir den direkten Gegenentwurf des Bundesrates und die Anträge der Mehrheit der zuständigen Kommission.

Thalmann-Bieri Vroni (V, LU): Die am 15. Februar 2023 eingereichte Volksinitiative verlangt, dass genügend Bargeld im Umlauf ist und ein allfälliger Währungswechsel Volk und Ständen zur Abstimmung vorgelegt werden muss. Vieles wurde schon gesagt, und je öfter es gehört wird, umso besser. Der Öffentlichkeit sind Wahlfreiheit und Möglichkeiten anzubieten. In einer Gesellschaft wie der unseren ist es sehr wichtig, die Grundwerte von Finanzen und Wirtschaft zu erhalten, ich möchte fast sagen: wie die Traditionen unseres Kultur- und Volksguts. Auch muss es in der Erziehung und beim Erlernen des Umgangs mit Geld das Ziel sein, dass Bargeld als effektives Tauschmittel gesehen wird, und zwar zum Anfassen und somit auch zum Begreifen. Ansonsten gehen diese Sinne auch noch ganz verloren, und beim 24-Stunden-Einkauf gehen noch mehr "Kärtli"-Gebühren verloren, und zwar auf beiden Seiten.

Doch für die Privathaushalte hat das Bargeld als Zahlungsmittel an Bedeutung verloren. Nebst der technischen Entwicklung war sicher auch die Pandemie ein zentraler Faktor. Ich gebe zu, dass ich zwar im ländlichen Raum eher mit Bargeld bezahle. Für die Stadt stecke ich aber das "Bankkärtli" in den Hosensack und lasse das Bargeld lieber zuhause. Aber auch hier ist es zentral, das vorzuleben, beides zu gebrauchen und die Varianten zu nutzen.

Wir als Schweizer haben den Schweizerfranken mit der Abkürzung CHF. Da ist es ganz wichtig, dass dies in der Bundesverfassung so festgehalten wird. Alles andere macht ja keinen Sinn. Denn nur wenn dort "Schweizerfranken" – CHF – geschrieben steht, wird bei einem allfälligen Währungsersatz auch ein Volks- und Ständemehr gefordert werden können.

Besten Dank für die Unterstützung der Minderheit Hübscher.



Weichelt Manuela (G, ZG): Bargeld bedeutet Freiheit; ja, das stimmt. Aber das Problem liegt woanders: Statt grosse theoretische Schlachten zu schlagen und Scheinprobleme aufzuwerfen wie den Ersatz des Frankens durch eine andere Währung oder die fehlende Verfügbarkeit von Geld in den Tresoren der Nationalbank, wäre es wichtiger, die wirklichen Alltagsprobleme der Benutzerinnen und Benutzer des öffentlichen Verkehrs zu lösen: obligatorisches Bezahlen mit Smartphone-Apps; keine Billettautomaten mehr an den Haltestellen; kein Verkauf mehr durch die Fahrerinnen und Fahrer. Man steigt in einen Bus ein und muss sein Ticket über eine App auf seinem Smartphone bezahlen. Ist es nun Pflicht, ein Smartphone zu besitzen und eine App herunterzuladen, um den öffentlichen Verkehr in der Schweiz nutzen zu können?

Das Parlament und der Bundesrat haben meine Motion 23.4276, "Barzahlung in subventionierten Transportmitteln beibehalten", angenommen bzw. zur Annahme empfohlen. Die Verkehrsunternehmen müssen Bargeldbezahlungen ermöglichen oder angemessene kundenfreundliche Alternativen anbieten. Das ist für viele Menschen, welche in der Schweiz leben, wichtig, auch für die Touristen.

Die Annahmepflicht ist jedoch bereits in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Währung und die Zahlungsmittel geregelt. Wir haben also kein gesetzliches Problem, aber wir

AB 2025 N 83 / BO 2025 N 83

haben ein Umsetzungsproblem. Und da sind das UVEK und der Bundesrat gefordert. Warum sage ich, es sei ein Umsetzungsproblem? Dazu bringe ich ein Beispiel aus der Praxis, das zeigt, dass die Annahmepflicht beim ÖV nicht funktioniert: Der Zürcher Verkehrsverbund (ZVV) hat den Ticketverkauf per Mitte Dezember 2024 eingestellt. Der ZVV verweist auf eine App und auf eine Alternative, die lautet: "Bereits seit März 2024 lassen sich Tickets telefonisch über ZVV-Contact erwerben. Unter der kostenlosen Nummer 0800 988 988 kann das Ticket direkt auf den Swiss Pass geladen werden. Die Zahlung erfolgt per Rechnung." Ich habe gestern Abend diese Nummer angerufen. Das Problem ist, dass die Nummer ab 22 Uhr nicht mehr bedient ist. Es ist also eine Alternative, die gesetzeswidrig ist.

Es gibt kundenfreundlichere Alternativen. Im Ausland steigt man in den Bus, kauft bei einem Automaten im Fahrzeug ein Ticket mit einer Prepaid-Karte. Ist das zu einfach für die Schweiz? Müssen wir wie so oft ein "Sonderzügli" fahren, anstatt einfache Lösungen aus dem Ausland zu übernehmen? Auf meine Frage in der Fragestunde im September 2024 bestätigte mir der Bundesrat, dass die ÖV-Branche das UVEK bis Ende 2024 darüber informieren werde, wie das anonyme Reisen und der Kauf von Fahrkarten ohne Smartphone in Zukunft konkret möglich bleiben. Ich bin gespannt, wie dieser Bericht aussieht. Das UVEK ist in der Pflicht, den Willen des Gesetzgebers umzusetzen. Ich bitte die Frau Bundespräsidentin, ein Auge auf die Umsetzung durch ihren Kollegen zu werfen. Besten Dank.

Bargeld bedeutet Freiheit, ja, aber das garantiert die Initiative nicht. Die gesetzliche Verpflichtung zur Annahme von Bargeld haben wir bereits. Das ändert auch die Initiative nicht.

Ich werde die Initiative zur Ablehnung empfehlen und den Antrag der Minderheit Ryser annehmen.

Bürgi Roman (V, SZ): Neulich hatte ich an einem grösseren Bahnhof zwischen zwei Anschlusszügen einige Minuten Zeit, um meinen Hunger zu stillen. Zur Auswahl standen zwei Essensstände, der eine mit Sandwiches im Angebot, der andere verkaufte Bratwürste. Da ich eigentlich gerade Lust auf ein Sandwich hatte, stand ich in der Schlange, um mir ein solches zu kaufen. Vorne angekommen, kam dann aber die grosse Überraschung: Der etwas überhebliche Verkäufer erklärte mir in einem klaren Tonfall, dass er die Zwanzigernote, die ich ihm hinstreckte, nicht annehme, Bargeldzahlung sei nicht möglich. Dankend, ohne etwas zu kaufen, wandte ich mich schnurstracks ab und machte mich auf den Weg zum Bratwurststand, an welchem nicht nur meine Zwanzigernote gerne angenommen wurde, sondern wo auch die Bratwurst noch sehr gut schmeckte. So, wie dem Sandwichverkäufer in meiner Geschichte ein Geschäft durch die Lappen ging, so machte der geschäftstüchtige Bratwurstverkäufer durch seine Bargeldannahme ein wenig mehr Gewinn an diesem Tag. Ich mag es dem tüchtigen Herrn von Herzen gönnen.

Bargeld, das ist ein Gewinn – ein Gewinn für unsere Gesellschaft, für unsere Freiheit und für unsere Sicherheit. Es ist mir bewusst, dass gewisse Kreise, die unsere Souveränität und Eigenständigkeit endgültig begraben möchten, ein Interesse daran haben, dass jede Bürgerin und jeder Bürger in unserem Land perfekt überwachbar ist. In einer bargeldlosen Welt wäre dies einfach. Die Kartenzahlung wird für die Bratwurst schnell einmal abgelehnt, da der Fleischkonsum von Herrn und Frau Schweizer angeblich das gesamte Weltklima ruiniert. Stellen Sie sich vor, es wäre nicht mehr möglich, dass Sie Ihrem Patenkind einen Göttibatzen geben. Dem Musiker am Strassenrand könnte man nichts mehr in den Hut werfen, und dem tüchtigen Handwerker könnte man für seine gute Arbeit kein Trinkgeld mehr in bar geben.

Bargeld bedeutet Freiheit und Sicherheit. In einer Zeit, in der viele Menschen das Gefühl haben, dass sowohl



ihre Freiheit als auch ihre Sicherheit bedroht sind, muss das Parlament nicht noch zusätzliche Entscheide treffen, die die Menschen weiter zweifeln lassen.

Wem aber gehört eigentlich das Geld? Dem Bürger oder dem Staat? Wer das Geld abschaffen will, der möchte nichts anderes als die totale Kontrolle über das Leben der Menschen. Heute kann jeder von uns mit einer Banknote bezahlen, ohne dass eine Bank oder ein Unternehmen unsere Kaufgewohnheiten überwacht und analysiert und ohne dass man irgendwo registriert wird. Doch stellen Sie sich eine Welt vor, in der Bargeld nicht mehr existiert. Dann bestimmen die Banken, ob Sie Ihr eigenes Geld beziehen dürfen oder nicht. Dann entscheiden internationale Finanzkonzerne, ob eine Transaktion zulässig ist oder nicht. Dann kann ein Staat in einer Krise kurzerhand Bankkonten einfrieren, willkürliche Transaktionslimiten setzen oder gar Guthaben mit Negativzinsen belasten. Und glauben Sie mir: Was einmal eingeführt ist, wird immer weiter ausgebaut.

Wer die Entwicklung der letzten Jahre beobachtet hat, der weiss, dass Überwachung und Kontrolle zunehmen. In Kanada wurden Konten von Demonstranten gesperrt, nur weil sie es gewagt hatten, gegen die Regierung zu protestieren. In China existiert bereits ein Sozialkreditsystem, in dem Menschen mit digitalem Geld belohnt oder bestraft werden. Und wenn Sie glauben, so etwas könne in der Schweiz nie passieren, dann darf ich Sie daran erinnern, was vor einigen Jahren noch als Verschwörungstheorie galt und heute Realität ist. Bargeld ist nicht einfach nur eine veraltete Zahlungsmethode. Es ist ein Bollwerk gegen den Überwachungsstaat, gegen die schleichende Enteignung der Bürgerinnen und Bürger, gegen die Allmachtsfantasien der Politik, die sich immer weiter von den Menschen entfernt, und vor allem auch ein Mittel für Freiheit.

Wer gegen das Bargeld ist, ist gegen die Freiheit. Wer gegen das Bargeld ist, will eine Gesellschaft, in der Bürgerinnen und Bürger entmündigt, überwacht und gelenkt werden. Stimmen Sie im Sinne von "Das eine tun und das andere nicht lassen". Stimmen Sie für die Freiheit, stimmen Sie für die Eigenverantwortung der Menschen, stimmen Sie für das Bargeld.

Gartmann Walter (V, SG): Ich habe mir lange überlegt, ob ich zu diesem Geschäft überhaupt sprechen soll. Über Geld spricht man bekanntlich nicht; man schätzt einfach das Glück, dass man das Geld hat, um es auszugeben.

Ich bin ein Landbewohner, und ich weiss, was es bedeutet, Geld zu verdienen. Bargeld ist Freiheit! Ich kann es nicht verstehen, dass man das Bargeld immer bekämpfen möchte. Tragen wir doch Sorge zu unserem bewährten und krisenresistenten Zahlungsmittel. Bargeld hat sehr viele Vorteile, auch für die Erziehung unserer Jugend, unserer Kinder. Man kann ihnen Geld geben, und sie können nur das ausgeben, was sie im Portemonnaie haben. Wie ist es heute? Schon in jungen Jahren haben viele Schulden, weil sie mit der Kreditkarte oder mit der sogenannten Jugendkarte, die sie bekommen haben, Geld abheben und weil ihr Konto, ohne dass sie es merken, meistens wieder auf null steht und vielfach sogar ins Minus geht.

Es ist wirklich so: Man kann mithilfe von Bargeld auch lernen, mit Geld umzugehen. Allgemein täte es manchem gut, wenn er wüsste, was wirklich ausgegeben wird. Zu leicht sagt man heute: dort eine Million, dort 10 000 Franken, dort wieder etwas ausgegeben – weil man das Geld gar nicht mehr in der Hand hat, nicht mehr sieht. Früher hatte man eine Lohntüte, man wusste, was auszugeben ist. Heute ist es auf dem Bankkonto.

Ich bin nicht dagegen, dass moderne Zahlungsmittel wie Kreditkarten, Twint oder auch der elektronische Zahlungsverkehr einen Platz haben. Das begrüsse ich sogar sehr. Es ist aber auch so, dass wir uns nicht verblenden lassen und bedenken sollten, wo diese Systeme gesteuert werden. Einige werden in der Schweiz gesteuert, Twint zum Beispiel. Wenn ich aber schaue, wo die Kreditkarten herkommen, stelle ich fest: Sie kommen alle aus den USA. Die momentane Weltlage sagt uns, dass das sehr gefährlich ist. Wir sind plötzlich ausgeliefert, wir haben eine Überwachung, alles kann nachvollzogen werden, vielleicht auch Sachen, bei denen man das gerne nicht hätte. Einmal mehr wirft man das blindlings einfach hin, und erst in der Krise sieht man, was passiert.

Hätten wir vor zwei oder drei Jahren, als man die Munitionsfabrik verkaufte, gedacht, dass wir das heute alles bereuen würden? Genau so ist es mit diesen Zahlungsmitteln, mit dem

AB 2025 N 84 / BO 2025 N 84

Versuch, das Bargeld abzuschaffen. Es muss uns wirklich bewusst sein, dass die USA diese Systeme einfach stören und abstellen oder uns damit drohen könnten und dass sie uns mit anderen Gebühren Einhaltung gebieten könnten. Das zeigt, wie gefährlich es ist, sich auf solche Systeme abzustützen und unser bewährtes Bargeld abzuschaffen.

Ich bin der festen Überzeugung: Wir können beide Systeme aufrechterhalten, wir können Twint fördern, und wir können vor allem Twint und Bargeld beim Asylantenthema einsetzen. Dort wollen das ja die meisten nicht. Dort



möchte man lieber mit Bargeld arbeiten – dort, wo das Bargeld dann meistens unrechte Wege nimmt. Deshalb bin ich überzeugt: Mit einer Bargeldstrategie, wie wir sie haben, mit unserem bewährten Schweizerfranken, bleiben wir unabhängig und stabil im ganzen Markt. Ich bitte Sie, der Minderheit Hübscher zu folgen.

Farinelli Alex (RL, TI): L'iniziativa popolare "Il denaro contante è libertà" propone di inserire nella Costituzione due nuove disposizioni riguardanti il denaro contante: da una parte la garanzia dell'approvvigionamento di monete e banconote, e dall'altra l'obbligo di sottoporre a voto popolare l'eventuale sostituzione del franco svizzero con un'altra valuta. Sebbene i due principi possano essere condivisi, la loro formulazione non è sicuramente la migliore per inserirla nel quadro legislativo attuale. Il Consiglio federale ci propone un controprogetto diretto che di fatto riprende gli obiettivi dell'iniziativa, andando però a trasporre le disposizioni legali attuali all'interno della legge sulla Banca nazionale, permettendo quindi di avere un quadro giuridico più chiaro rispetto a quello proposto dagli autori dell'iniziativa.

Ciò che invece non è in discussione con l'iniziativa è l'accettazione del denaro contante. Anche le proposte di minoranza in realtà non cambierebbero la situazione attuale, in quanto già oggi il denaro contante è di regola accettato come mezzo di pagamento. L'accesso al denaro contante in Svizzera è già garantito dalle leggi federali in vigore, come la legge sulla Banca nazionale, e la legge sull'unità monetaria e i mezzi di pagamento. Queste normative assicurano che la Banca nazionale svizzera metta in circolazione monete e banconote in quantità sufficiente per il fabbisogno della popolazione. Il controprogetto del Consiglio federale propone pertanto di elevare a rango costituzionale questi principi già consolidati, dando quindi una maggiore stabilità giuridica e non andando però ad introdurre delle norme che non siano in qualche modo già oggi chiare, e che quindi potrebbero dare adito a delle interpretazioni differenti.

Per quanto riguarda invece il fatto che il franco svizzero possa essere sostituito arbitrariamente con un'altra valuta, questo già oggi non potrebbe essere il caso. Vi sarebbe una votazione da effettuare, ma in ogni caso si ritiene di volerlo specificare a livello costituzionale in modo di garantire che una doppia maggioranza di popolo e Cantoni debba manifestarsi, qualora si volesse cambiare la propria valuta.

Con la sua proposta il Consiglio federale riprende i giusti presupposti dell'iniziativa, che vogliono in qualche modo dare una garanzia costituzionale alla nostra valuta, senza però andare ad introdurre elementi che non siano chiari e che quindi possano dare adito a delle male interpretazioni e rispettivamente possano creare delle incertezze. Si tratta quindi di una soluzione pragmatica proposta dal nostro governo che permette di rispondere alle legittime preoccupazioni da parte della popolazione.

Christ Katja (GL, BS): Bargeld ist ein zentrales Element unseres Zahlungssystems. Es garantiert Anonymität, Unabhängigkeit und Stabilität. In einer Welt, in der digitale Zahlungsmethoden auf dem Vormarsch sind, ist es verständlich, dass Menschen sich Gedanken über den Erhalt des Bargelds machen. Doch wie so oft müssen wir uns fragen: Wie weit soll der Schutz gehen, und was ist der richtige Weg?

Die Bargeld-Initiative verfolgt ein Anliegen, das in der Bevölkerung durchaus auf Anklang stösst. Sie fordert, dass der Bund die Verfügbarkeit von Bargeld sicherstellt und dass der Schweizerfranken nicht ohne Volksabstimmung durch eine andere Währung ersetzt werden kann. Das mag auf den ersten Blick vernünftig klingen. Wer möchte nicht die Sicherheit haben, dass er auch in Zukunft mit Bargeld bezahlen kann? Doch bei genauerem Betrachten wird klar: Diese Initiative schiesst weit über das Ziel hinaus. Warum? Weil sie Probleme zu lösen versucht, die gar nicht existieren. Die Schweiz hat kein Bargeldproblem. Bargeld ist und bleibt ein offizielles Zahlungsmittel. Die Schweizerische Nationalbank garantiert, dass Münzen und Noten in ausreichender Menge vorhanden sind. Es gibt keine Bestrebungen, den Franken abzuschaffen oder durch eine andere Währung zu ersetzen, weder von der Politik noch von der Wirtschaft. Eine Verankerung dieser Prinzipien in der Verfassung ist überflüssig und könnte unseren Finanz- und Währungsraum unnötig einschränken.

Hand aufs Herz: Ist Bargeld wirklich das einzige Zahlungsmittel, das geschützt werden muss, im Sinne von "Nur Bares ist Wahres"? Ja, Bargeld ist anonym, aber es kann auch gestohlen werden oder verloren gehen. Ja, Bargeld funktioniert ohne Strom, aber man wird das Geld eher aus dem Fenster werfen, wenn man bar bezahlt, als wenn man über das Handy oder den Laptop bezahlt. Sind digitale Zahlungsmittel perfekt? Nein. Datenschutz, Hacking und die Abhängigkeit von Banken und Technologien werfen berechnete Fragen auf. Aber ist es Aufgabe der Verfassung, Bargeld zu privilegieren, während digitale Zahlungsmethoden aussen vor bleiben?

Hinzu kommt: Die Initiative ist unpräzise formuliert und rechtlich problematisch. Wie soll der Bund die Bargeldverfügbarkeit garantieren? Sollen Banken verpflichtet werden, mehr Geldautomaten zu unterhalten, auch wenn kaum noch jemand Bargeld abhebt? Muss jeder Laden gezwungen werden, Bargeld anzunehmen, selbst



wenn 99 Prozent der Kundschaft lieber mit Karte zahlen? Und was bedeutet das für die Nationalbank? Würde eine solche Bestimmung den Handlungsspielraum der Nationalbank in der Geldpolitik einengen? Diese Fragen bleiben unbeantwortet, mit potenziell schwerwiegenden Konsequenzen.

Der Gegenvorschlag des Bundesrates und der Mehrheit der nationalrätlichen Kommission ist hingegen eine pragmatische und sinnvolle Alternative. Er begegnet der Initiative mit einem machbaren Weg und bietet der Bevölkerung, die Sympathien mit der Initiative hat, eine Option. Er stellt klar, dass der Franken unsere Währung bleibt, er garantiert, dass die Nationalbank weiterhin für die Bargeldversorgung sorgt, aber er verhindert unnötige Bürokratie, unsinnige Verpflichtungen und symbolpolitische Schnellschüsse.

Seien wir ehrlich: Ein "Zwanzigernötli" im Portemonnaie ist gut, aber zu viele starre Regeln im Gesetzbuch sind schlecht. Wir wollen eine moderne, liberale Finanzpolitik, die Stabilität und Innovation miteinander verbindet. Ja, Bargeld bleibt wichtig, aber es ist nicht die Aufgabe der Verfassung, es um jeden Preis abzusichern. Wir brauchen keine unnötigen Eingriffe, keine künstlichen Regulatorien und vor allem keine Symbolpolitik, die auf Emotionen anstatt auf Fakten basiert.

Deshalb lehne ich die Bargeld-Initiative ab, unterstütze aber den vernünftigen Gegenvorschlag, damit das Bargeld bleibt, aber nicht als Denkmal, sondern als echte Wahlmöglichkeit für alle, die es nutzen möchten.

Götte Michael (V, SG): Vieles wurde bereits gesagt. Bargeld steht für die Freiheit jedes Einzelnen, sein Geld auszugeben, ohne eine Datenspur zu hinterlassen. Im Zentrum steht das Recht auf Privatsphäre gegenüber privaten Organisationen und ganz besonders gegenüber staatlichen Institutionen. Machen wir uns nichts vor: Immer dort, wo die Verwendung von Bargeld gesetzlich eingeschränkt wurde oder wird, geht es um die Interessen von Regierungen, die ihre Bürgerinnen und Bürger überwachen und kontrollieren möchten.

Erlauben Sie mir, dass ich an dieser Stelle auf einen weiteren, weniger sichtbaren Aspekt hinweise: Die eigene Währung der Schweiz, der Schweizerfranken, ist ein wesentlicher Teil unserer Identität. Als im Jahr 1848 die moderne Schweiz gegründet wurde, ging es darum, einen Ausgleich zwischen den liberalen Kräften, die eine starke Zentralverwaltung wünschten, und den ländlichen Kantonen zu finden, die für ihre Eigenständigkeit kämpften. Dass dieser Ausgleich gelang, macht den Sonderfall und das Erfolgsmodell Schweiz aus. So verblieb beispielsweise die Schul- und

AB 2025 N 85 / BO 2025 N 85

Kirchenhoheit bei den einzelnen Kantonen. Gleichzeitig aber wurden Institutionen geschaffen, die nicht nur dem Bedürfnis nach einem einzigen, einheitlichen Wirtschaftsraum entsprachen, sondern darüber hinaus die Grundlage für eine gemeinsame schweizerische Identität lieferten. Dazu gehörten die Gründung der Schweizer Post im Jahr 1849 und die Einführung einer gemeinsamen Währung 1850. Der Schweizerfranken ist somit mitverantwortlich dafür, dass aus einer innerlich zerrissenen Schweiz eine erfolgreiche, solidarische Nation wurde.

Ich bin überzeugt, dass Digitalisierung Chance und nicht Risiko ist. Prozesse können vereinfacht und optimiert werden. Twint gibt uns beispielsweise die Möglichkeit, den Einkauf im Hofladen eines Bauernhofs unkompliziert zu bezahlen; ich wende das auch sehr regelmässig an. Im Leben geht es aber nicht nur um praktische Vorteile, vielmehr geht es immer auch um Emotionen, um Verbundenheit, um Gemeinschaftssinn, um die Identifikation mit dem grossen Ganzen. Und hier kommt das Bargeld ins Spiel. Der Schweizerfranken ist mehr als eine harte Währung; er ist Teil unserer nationalen Identität. Und dieses Gemeinschaftsgefühl kann nicht in irgendeine Cloud ausgelagert werden. Das Schweizerkreuz auf dem Fünfliber und die Schweizer Motive auf unseren Banknoten sind in ihrer symbolischen Kraft durch keinen binären Code zu ersetzen. Darum brauchen wir heute und in der Zukunft unser Bargeld.

Schmezer Ueli (S, BE): Bargeld ist eine emotionale Geschichte. Auch wenn man es vielleicht nicht erwartet und vielleicht gerade die jüngeren Menschen hier auf der Tribüne das nicht denken: Für viele Menschen hat es noch eine grosse Bedeutung, Bargeld ist für viele Menschen etwas Wichtiges. Das ist nicht eine Behauptung, sondern das ist belegt.

Ganz am Anfang der Debatte wurde die regelmässige Umfrage der Nationalbank erwähnt. Da steht es schwarz auf weiss: 96 Prozent der Leute haben für alltägliche Ausgaben Bargeld im Portemonnaie oder im Sack oder zumindest zuhause bereit. Was glauben Sie, wie viel Geld haben die Menschen in der Schweiz im Schnitt im Portemonnaie? Es sind 132 Franken. Das hätte ich nie gedacht, ich finde das relativ viel.

Gleichzeitig stelle ich fest, dass viele Konsumentinnen und Konsumenten befürchten, dass es vielleicht eines Tages kein Bargeld mehr geben wird. Ich persönlich finde, dass wir diese Befürchtung ernst nehmen sollen und müssen. Der Gegenvorschlag, ich betone es, der Gegenvorschlag zu dieser Initiative nimmt diese Be-



fürchtungen ernst. Er hebt die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen – eigentlich ist alles bereits geregelt, einfach nicht auf der höchsten Ebene, aber auf der unteren Ebene – auf Verfassungsstufe und gibt ihnen damit mehr Gewicht. Wir dürfen ehrlich miteinander sein: Das Gewicht ist symbolisch. Aber symbolisches Gewicht ist von mir aus gesehen eben auch Gewicht.

Leider, das haben wir gehört, ist die Initiative ziemlich unglücklich formuliert. Sie ist unpräzise, sie würde auslegungstechnisch mehr Unsicherheit als etwas anderes verursachen. Ich glaube, da sind wir uns in der Mehrheit einig, das kann nicht die Absicht sein. So oder so wird die Entwicklung, ob uns das gefällt oder nicht, weitergehen, und zwar in Richtung digitales Geld, das ist völlig klar. Es ist vielleicht noch unklar, wie schnell das passieren wird, aber es wird passieren. Deshalb erlaube ich mir zum Schluss, in die Zukunft zu blicken, denn da ist eines klar: Die Menschen werden in Zukunft immer häufiger mit Bezahl-Apps bezahlen. Auch dazu gibt es Zahlen, schwarz auf weiss: 68 Prozent der Leute haben heute eine Bezahl-App, vor zwei Jahren waren es 20 Prozent weniger. Das ist eine ziemlich schnelle Entwicklung, scheint mir. Wenn wir in der Schweiz von Bezahl-Apps reden, dann reden wir natürlich vor allem von Twint: Fünf Millionen aktive Nutzerinnen und Nutzer sind es. Gemäss Eigendefinition, das finde ich sehr spannend, ist Twint das "digitale Bargeld der Schweiz". Das heisst von mir aus gesehen: Während wir heute die Diskussion über das physische Bargeld führen, werden wir in Zukunft eine andere Diskussion führen müssen, nämlich diejenige über das digitale Bargeld.

Heute ist die Versorgung mit Bargeld, wir haben es x-mal gehört, Aufgabe von Bund und Nationalbank. Wenn das neue Bargeld, also das digitale Bargeld, eine Bezahl-App ist, dann frage ich mich, ob das nicht ebenfalls die Aufgabe von Bund und Nationalbank sein müsste. Oder anders gefragt: Wollen wir das neue Bargeld in die Hände von Privaten legen, und welche Regeln sollen beim Bezahlen mit dem neuen digitalen Bargeld gelten? Insbesondere: Wer bestimmt, wie viel das uns Konsumentinnen und Konsumenten kosten soll und darf? Diese Fragen werden wir beantworten müssen – nicht heute, ich weiss, aber irgendwann.

Heute heissen meine persönlichen Antworten: Nein zur Initiative und Ja zum Gegenvorschlag.

Fehr Düsel Nina (V, ZH): Die im Februar 2023 eingereichte Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" fordert, dass Münzen und Banknoten stets in genügender Menge zur Verfügung stehen: "Cash is king." Ein allfälliger Ersatz des Schweizerfrankens soll Volk und Ständen stets zur Abstimmung unterbreitet werden, Artikel 99 der Bundesverfassung soll entsprechend ergänzt werden. So wird der Erhalt des Bargelds sichergestellt.

Das Bargeld ist für die Wirtschaft und für die Gesellschaft sehr wichtig, wie wir gehört haben. Seine Bedeutung muss mit Annahme dieser Initiative unterstrichen werden. Wie sagt man so schön: Nur Bares ist Wahres. Gerade ältere Personen bevorzugen Bargeld. Kürzlich war an einem Markt in Zürich alles "cashless" zu bezahlen, doch die App Twint funktionierte nicht und die Kreditkarte ebenfalls nicht. Es muss immer Bargeld als Alternative geben; dies ist für die Wirtschaft und die Gesellschaft zentral. Die Nationalbank hat einen Bargeldversorgungsauftrag. Dank Bargeld können alle Bevölkerungsgruppen am wirtschaftlichen Leben teilhaben.

Der Bundesrat hat einen direkten Gegenvorschlag ausgearbeitet. Dieser ist zwar zu begrüßen, aber er geht weniger weit als die Initiative. Der Gegenvorschlag verzichtet z. B. auf die Forderung, dass Bargeld immer in genügender Menge zur Verfügung stehen muss. Bargeld ist Freiheit. Nur die Initiative geht genügend weit. Besten Dank für die Unterstützung.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Préserver l'argent liquide est une priorité moderne, mais à équilibrer. Ce sera le fil conducteur de mon intervention. En effet, l'initiative populaire visant à préserver l'argent liquide pose une question essentielle: comment garantir un équilibre entre tradition et modernité dans notre système économique et social?

Si son objectif est louable – protéger un moyen de paiement accessible à tous –, elle n'est pas dénuée de risques pour notre adaptation face aux évolutions techniques et économiques. C'est pourquoi le contre-projet direct proposé par le Conseil fédéral et modifié par la Commission de l'économie et des redevances constitue une alternative judicieuse et nuancée. Cela n'enlève en rien la légitimité de cette initiative, soutenue quand même par 110 000 signatures, et son idée de garantir constitutionnellement le droit de payer en espèces et d'assurer une disponibilité suffisante d'argent liquide en Suisse. Il en va de la cohésion sociale et intergénérationnelle à l'échelle nationale. La fracture numérique est déjà une réalité très pénible pour les personnes âgées, pour les personnes déficientes et pour certaines catégories sociales. On ne doit pas encore péjorer leur situation en limitant leur accès à l'argent. D'ailleurs, le Conseil fédéral l'a bien compris, puisque, tout en proposant le rejet de l'initiative, il lui oppose ce contre-projet direct qui prévoit également la modification de l'article 99 de la Constitution. Le consensus est renforcé par la Commission de l'économie et des redevances, qui l'a adopté à une très large majorité, reflétant le soutien de la majorité des partis, dont celui du Centre, car



nous sommes particulièrement attachés à une approche pragmatique et équilibrée.

Nous saluons aussi la légère modification apportée lors de la discussion par article avec l'ajout de la notion "franc suisse" afin de prendre en compte l'objectif central de l'initiative.

Quant aux propositions des deux minorités, nous sommes aussi d'avis que l'une empiète sur la souveraineté des cantons et que l'autre est en l'état excessive.

AB 2025 N 86 / BO 2025 N 86

Mais revenons à la thématique centrale, à savoir que l'argent liquide représente bien plus qu'un simple outil de paiement. Il incarne la confiance dans nos institutions financières et garantit une autonomie essentielle, en particulier pour les populations vulnérables ou moins familières avec le numérique. Dans un monde de plus en plus dématérialisé, il reste un symbole d'inclusion et un rempart contre les exclusions bancaires. Toutefois, inscrire son rôle dans la Constitution, comme proposé par les initiants, soulève plusieurs interrogations, on l'a entendu, les formulations étant imprécises. Concrètement, le contre-projet transfère dans la Constitution des dispositions légales déjà en vigueur, contenues dans la loi fédérale sur la Banque nationale suisse et la loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, et c'est intelligent. De cette manière, leur interprétation et la pratique correspondante sont déjà bien établies. La nouvelle disposition constitutionnelle pourra s'appuyer sur celles-ci.

De même, et toujours dans l'esprit de l'initiative, le contre-projet met en valeur nos institutions et leur rôle dans la régulation économique. Il confirme la place de l'argent liquide sans pour autant entraver le développement de solutions numériques modernes ou la compétitivité de la Suisse à l'échelle internationale, et ça, c'est un vrai enjeu. Il s'agit donc d'une solution respectueuse de nos diversités, à l'image de nos valeurs démocratiques et fédérales, je dirais, à la manière suisse.

En conclusion, face aux transformations rapides du secteur financier, il est de notre devoir de privilégier des solutions équilibrées. Adopter le contre-projet, c'est envoyer un message fort: oui, à la préservation de l'argent liquide, mais dans un cadre moderne et évolutif. C'est aussi garantir que nos décisions d'aujourd'hui ne limitent pas notre capacité d'adaptation de demain.

Reimann Lukas (V, SG): Dieses Rappenstück hier (*Der Redner zeigt eine Münze*) ist seit 1879 das gleiche Stück mit der gleichen Legierung und dem gleichen Aussehen. Sie können mit diesem Stück von 1879 noch heute am Kiosk bezahlen. Es ist damit Weltrekordhalter. Der Schweizerfranken ist die über die längste Zeitdauer geltende Währung. Dieses Stück ist damit ein Symbol für die Stabilität des Schweizerfrankens und letztendlich auch für den Wohlstand und die Stabilität der Schweiz. Wir tun gut daran, an diesem Bargeld festzuhalten.

Das Bargeld schützt die Privatsphäre, es wurde gesagt. Es schützt uns aber auch im Fiat-Geld-System, in welchem den Zentralbanken enorm grosser Spielraum zukommt. Dass die Leitzinsen in den letzten Jahren in der Schweiz und anderswo nicht noch tiefer gesunken sind, haben wir nur der Tatsache zu verdanken, dass plötzlich Bürgerinnen und Bürger das Geld in den Pensionskassen abgehoben und es in bar aufbewahrt haben, um so Negativzinsen zu umgehen. Somit kann Bargeld als Wertaufbewahrungsmittel die Macht der Zentralbanken begrenzen.

Auch der Bundesrat hat zu meiner Freude mitgeteilt, dass Bargeld neben dem individuellen Nutzen auch wichtige gesamtwirtschaftliche und gesellschaftliche Funktionen habe. Gehen wir auf einige davon ein und vielleicht zuerst noch auf die Gegenargumente:

Herr Flach hat gesagt, es sei unsicherer, mit Bargeld herumzulaufen, als mit der Kreditkarte. Ich bin aber absolut überzeugt: Während mit Bargeld vielleicht ein paar tausend Franken, mit der Sprengung von Automaten auch ein paar zehntausend Franken gestohlen werden können, sind es mit Scamming, Phishing und Online-Betrug Milliarden; das ist ein ganz anderes Niveau als beim Bargeld, bei welchem Online-Betrug nicht passieren kann.

Dann sagte Frau Christ, Bargeld könne man verlieren. Ich bin absolut überzeugt davon, dass mehr Bitcoin-Wallets, mehr Passwörter für Online-Geldbörsen verloren gehen, als je normales Geld verloren gegangen ist. Weiter wurde gesagt, es gebe in der Praxis keinen Ort, an dem man nicht mit Bargeld bezahlen könne. Gehen Sie nächste Weihnachten hier direkt vor dem Bundeshaus an den Weihnachtsmarkt: Sie können an keinem Stand mehr mit Bargeld bezahlen, es ist alles nur noch elektronisch. Und dies ist nur ein Beispiel von vielen.

Einer der positiven Effekte von Bargeld ist der Schutz des Privatlebens vor indirekter Beeinflussung. Politiker, die den Bürgern ein elementares Freiheitsrecht – das Recht, keine Datenspuren zu hinterlassen – entziehen wollen, bewegen sich ausserhalb der Verfassung. Bargeld schützt das Privatleben vor einer direkten Steuerung des Ausgabenverhaltens. Im rein elektronischen Zahlungssystem kann man den Bürger auch leicht einschrän-



ken. Man kann ihn einschränken beim Geldspiel, beim Konsum von Tabak, von Alkohol, von zu ungesunder Nahrung, bei Ausgaben, die CO₂-Emissionen verursachen. Man kann sehr viel machen, wenn alles elektronisch bezahlt wird; man muss da nur nach China blicken.

Bargeld ist auch ein Schutz unserer Vermögen vor einer Zinssteuer der Zentralbank; ich habe es erwähnt. Wir wollen, dass die Bürger sich bei Negativzinsen weiterhin dafür entscheiden dürfen und können, sich der Geldpolitik durch das Halten von Bargeld zu entziehen.

Bargeld schützt letztendlich vor Gebühren. Nehmen wir nur die drei Grossen im Oligopol der Kreditkarten: Mastercard, 25 Milliarden Gewinn; Visa, 32 Milliarden Gewinn; American Express, 60 Milliarden Gewinn. Dieses Geld wird bei all den Menschen geholt, die mit Kreditkarte bezahlen, oder auch bei den Shops, die Kreditkarten annehmen.

Es geht noch viel weiter, wenn Sie all die Online-App-Dienste berücksichtigen. Da sind die Wirkungen natürlich sehr gross: Da wird genau beobachtet, wie Sie sich online verhalten und wie Sie konsumieren. Es wird Ihnen dann auch ein Preis berechnet, da Ihr Verhalten aufgrund Ihrer Präferenzen vorhergesagt werden kann. Mit diesen Preisen werden die Online-Anbieter letztlich noch mehr Geld verdienen und wird der Konsument weniger Geld haben und mehr bezahlen müssen. Dass hier eine Umverteilung stattfindet, müsste auch den linken Ökonomen zu denken geben.

Letztendlich ist mit Friedrich August von Hayek zu sagen: Die Freiheit stirbt in kleinen Schritten. Die Abschaffung des Bargeldes wäre ein grosser Schritt in die falsche Richtung, nämlich in die Richtung der Abschaffung der Freiheit und der Stabilität der Schweiz und des Schweizerfrankens.

Deshalb empfehle ich Ihnen Zustimmung zum Gegenvorschlag und zur Initiative.

Arslan Sibel (G, BS): Bargeld ist ein wichtiger Bestandteil eines freien und inklusiven Zahlungssystems. Insbesondere marginalisierte Gruppen sind auf Bargeld angewiesen. Für Sans-Papiers zum Beispiel, denen der Zugang zu digitalen Zahlungsmitteln erschwert oder verunmöglicht wird, ist die Möglichkeit, mit Bargeld zu bezahlen, essenziell. Auch ältere Menschen, die mit digitalen Zahlungsmethoden oft wenig vertraut sind, würden durch eine vollständige Digitalisierung des Zahlungsverkehrs ausgeschlossen.

Die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten" schafft bei dieser Problematik jedoch keine Abhilfe. Die Sicherstellung der Bargeldversorgung sowie der Franken als Schweizer Währung sind bereits auf Gesetzesstufe verankert. Die Annahme der Initiative hätte keine direkten praktischen Folgen.

Der direkte Gegenentwurf des Bundesrates ist zwar präziser, er löst das genannte Problem jedoch ebenfalls nicht.

Ich unterstütze deshalb den Antrag der Minderheit Ryser. Der Zugang zu Bargeld soll allen Personen gewährleistet werden, insbesondere Menschen, die Sozialleistungen oder Nothilfe empfangen. Den Bevölkerungsgruppen, die auf Bargeld angewiesen sind, soll der Zugang dazu gewährt und auf Verfassungsebene gesichert werden. Personen, die auf Sozialhilfeleistungen oder Nothilfe angewiesen sind, haben oftmals keinen Zugang zu Bankkonten oder digitalen Zahlungsmitteln. Bargeld ermöglicht eine diskriminierungsfreie Teilhabe am Wirtschaftsleben. Marginalisierte Bevölkerungsgruppen wie zum Beispiel Personen, die sich in einem Asylverfahren befinden, sollen ihre finanzielle Selbstbestimmung behalten können.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Minderheit Ryser zuzustimmen.

Egger Mike (V, SG): Wir sprechen heute über ein sehr wichtiges Thema, nämlich über das Thema Bargeld. Wir alle in

AB 2025 N 87 / BO 2025 N 87

diesem Saal können wahrscheinlich sagen, dass wir auf den Schweizerfranken sehr stolz sind. Wir halten unsere Währung hoch, auch gegenüber dem Ausland. Der Schweizerfranken geniesst weltweit eine gute Anerkennung. Er gilt als sicherer Hafen, wenn es um Währung oder um Währungspolitik geht. Und das hat auch direkt mit der Stabilität zu tun, die wir in der Schweiz haben. Darum ist es richtig, dass wir versuchen, das Thema Bargeld und den Schweizerfranken in unserer Bundesverfassung entsprechend zu verankern.

Ich finde die Idee dieser Volksinitiative sehr nobel, wonach der Schweizerfranken auf der höchsten Stufe, nämlich in der Bundesverfassung, verankert werden soll. Sollte man das dann in Zukunft irgendwie abschwächen oder verändern wollen, soll man bitte schön zwingend die Schweizer Bevölkerung in Entscheide einbinden, bei denen es um die Währung der Schweiz geht.

Der Gegenvorschlag, der auf dem Tisch liegt, nimmt eigentlich die Anliegen der Initianten auf. Er regelt ganz klar, dass der Schweizerfranken als Währungseinheit gesichert ist. Er regelt weiter, dass die Nationalbank zusätzlich für die sichere Bargeldversorgung verantwortlich ist.



Bargeld ist eben mehr als nur ein Zahlungsmittel. Es ist für mich, wahrscheinlich für uns alle ein Symbol für Freiheit und Unabhängigkeit. Bargeld garantiert uns Anonymität, es schützt unsere Privatsphäre und ermöglicht auch nicht digital affinen Menschen, ihre Rechnungen zu bezahlen und Dienstleistungen in diesem Land zu nutzen. Für mich persönlich als junger Mensch ist ausserdem extrem wichtig, dass wir mithilfe von Bargeld auch den Umgang mit unseren finanziellen Möglichkeiten lernen. Es schützt uns vor Verschuldung, während Kreditkartengeld schnell ausgegeben werden kann, da es nicht physisch da ist und man dadurch den Bezug zum Geld verliert. Das möchte ich als Schweizer Politiker verhindern. Es ist wichtig, dass jeder in diesem Land weiss, wie viel man arbeiten muss, um eine 50-Franken-Note zu erhalten. Wir müssen unsere Leistungen eben auch in Geld umsetzen können – und das muss jedem bewusst sein, wenn er eine Investition tätigt. Darum ist meines Erachtens Bargeld extrem wichtig, und es ist wichtig, dass das auch weiterhin gefestigt ist.

Beispiele aus anderen Ländern zeigen, was es bedeutet, wenn man nicht mehr einfach auf Bargeld zurückgreifen kann. Ich spreche hier die Finanzkrise in Griechenland an. Alle Leute, die sich damals auf die Banken verlassen hatten, konnten auf einmal kein Bargeld mehr abheben. Als Beispiel kann auch die Bankenkrise in Zypern genannt werden. Heute kommen auch technische Ausfälle bei Banken dazu, die Zunahme von Cyberangriffen oder Naturkatastrophen. In solchen Fällen sind wir vielleicht auf einmal froh, wenn wir noch irgendwie ausweichen können und wenn man mit Bargeld noch etwas machen kann.

Ich teile natürlich die Auffassung nicht ganz, Herr Flach, wonach auch Bargeld nichts nützt, wenn die Kassen in den Läden nicht mehr funktionieren. Man hat in einer solchen Notsituation dann wenigstens die Möglichkeit, relativ schnell zu switchen und irgendwie ein Notprogramm aufrechtzuerhalten.

Darum ist es, denke ich, wichtig, dass wir jetzt hinter diesem direkten Gegenvorschlag des Bundesrates stehen, der eben die Anliegen der Initianten aufnimmt und diese Schwerpunkte in der Bundesverfassung verankert. Sie können das Ganze noch mit der Minderheit Hübscher präzisieren, um deren Unterstützung ich Sie ebenfalls bitte. Damit leisten wir alle zusammen einen echten Beitrag für den Schweizerfranken und für unser Bargeld – auch für die zukünftigen Generationen.

Pamini Paolo (V, TI): Il contante è libertà, e tutti gli statalisti e i comunisti nella storia dell'umanità hanno sempre cercato di distruggerlo. Ho qui nella mia mano una banconota da 50 bilioni – fifty trillion dollars – dello Stato dello Zimbabwe, dove il comunista Mugabe ha distrutto la moneta come atto di esproprio del potere d'acquisto delle cittadine e dei cittadini di quel Paese che un tempo era florido.

Il contante è veramente libertà. È il motto del comitato di iniziativa del quale faccio parte anch'io, e ho contribuito a raccogliere firme nella Svizzera italiana. Va detto, anche a beneficio dei materiali giuridici, che quando parliamo di contante intendiamo monete e banconote fisiche. Naturalmente la difesa del contante non va intesa nel senso che se un giorno dovesse esserci contante elettronico, questo si possa sostituire al contante fisico con la scusa che il "elektronisches Bargeld" sarebbe difeso. No, con contante noi intendiamo il contante fisico disintermediato dai sistemi di pagamento elettronico, quello accessibile a tutti, quello che non causa nessun costo di transazione al di là della gestione fisica del contante stesso.

Ora, perché difendere il contante è una cosa giusta e utile? È giusto prima di tutto perché, come detto, tutti gli statalisti, tutte le persone che hanno voluto limitare la libertà individuale, controllare ciò che fanno i cittadini e le cittadine, hanno sempre voluto abolire il contante, e avere dei sistemi che possano tracciare le transazioni. Orbene, il contante fisico è l'unico strumento che permette di non tracciare le transazioni.

Naturalmente la lotta al riciclaggio e così via è già prassi comune da decenni, e non può essere usata come scusa per abolire quello che in realtà è un baluardo della libertà come pagamento anonimo. È l'unico modo di garantire che nessuno osservi come io utilizzo i mezzi che ho legittimamente guadagnato. Chiediamoci solo una cosa: ma cosa avrebbero fatto tutte le dittature comuniste – per non parlare sempre e solo delle dittature di estrema destra, ma delle dittature comuniste, ben più numerose nella storia dell'umanità – se non ci fosse stato il contante, se avessero potuto tracciare qualsiasi pagamento? Durante la seconda guerra mondiale, ma anche in tutti gli episodi che sono seguiti? Quindi non è così strano che in fondo gli statalisti, anche in questo Parlamento, siano scettici a proposito di questa iniziativa.

Ecco, questi sono i motivi morali a difesa del contante, ma ci sono anche dei motivi di utilità e di comodità. Pensiamo alle persone anziane che non vogliono o non riescono a fare il salto nella digitalizzazione. Perché a queste persone deve essere privata la possibilità di pagare, come hanno fatto per tutta un'intera vita? La cosa scandalosa è che sono soprattutto delle aziende sotto monopolio statale o con una concessione che proibiscono il prelievo dei contanti e il pagamento in contante, per esempio gli autopostali. Perché la signora Maria, che vuole andare in fondo alla Val Verzasca, non può pagare la corsa con l'autopostale con una semplice moneta da 5 franchi? Perché deve pagare con il telefonino, che magari non ha neanche, o con una carta di pagamento? Questa è la cosa scandalosa.



Ora, il contante è utile anche per un'altra cosa, perché permette di tesaurizzare il proprio potere d'acquisto in assenza di inflazione. Anzi, quando c'è un regime di tassi d'interesse negativi, è il metodo attraverso il quale si tesaurizza e si aumenta il proprio potere d'acquisto, anziché lasciare le proprie giacenze su dei conti bancari che creano interessi negativi. O addirittura, se prendiamo il caso di Cipro – grazie al cielo non è ancora mai stato il caso, finora, in Svizzera – quando ci sono degli "haircut" – e anche la vicina Italia l'ha vissuto qualche anno fa – dove una percentuale dei conti bancari salta, e gli averi e risparmi delle persone vengono effettivamente persi.

Da ultimo, e con questo concludo, un grandissimo vantaggio di iscrivere questo principio nella Costituzione è che, se un giorno volessimo abbandonare il franco svizzero, speriamo mai, servirà la doppia maggioranza di popolo e cantoni. E permettetemi di osservare che, in effetti, una base legale, cioè scritta in una legge, non è sufficiente perché necessiterebbe solo di un referendum semplice con la maggioranza del popolo.

Hässig Patrick (GL, ZH): Heute Morgen habe ich mich gefragt, wann ich das letzte Mal einen Fünfliber oder eine Fünzigernote in der Hand hatte. Ich kann es Ihnen nicht sagen. Ich weiss nicht, wie es Ihnen geht, aber es scheint 2025 eine Realität zu sein: Bargeld hat nicht mehr die Bedeutung, die ihm die Initianten der Bargeld-Initiative so gerne zusprechen möchten. Gemäss einer Studie unserer Nationalbank hat sich die Zahl der Bargeldtransaktionen zwischen 2017 und 2020, also innerhalb von nur drei Jahren, praktisch halbiert. Das war noch vor dem Aufkommen von Twint. Im

AB 2025 N 88 / BO 2025 N 88

Oktober vergangenen Jahres hat sich SRF intensiv mit der Frage "Ist nur Bares Wahres?" auseinandergesetzt. Dabei berichtete ein Bäckermeister aus dem Toggenburg mit vierzig Angestellten, dass sie wöchentlich vier Stunden für die Bargeldhantierung aufwenden müssten. Seine Begründung für seine Vorliebe für elektronische Zahlungsabwicklung: Die Systeme machen am Abend keine Rechenfehler, sind an der Kasse schneller und machen weniger Arbeit.

Die praktischen Erfahrungen des Unternehmers stützt eine Studie der Universität St. Gallen (HSG) vom Januar 2024. Demnach verursacht Bargeld mit 5,2 Milliarden Franken die höchsten Ressourcenkosten. Debitkarten weisen mit 1 Milliarde Franken die tiefsten Ressourcenkosten aus. So kostet eine Bargeldzahlung in der Höhe von 20 Franken die Gesellschaft laut HSG-Studie Fr. 2.10, während die Debitkartenzahlung Kosten im Umfang von 50 Rappen verursacht.

Es ist die Freiheit jedes Unternehmers, jeder Unternehmerin, frei zu wählen, welche Bezahlmethoden er oder sie akzeptieren will. Diese Entscheidung sollte nicht vom Staat getroffen und schon gar nicht in der Verfassung verankert werden. Der Zugang zu Bargeld ist heute bereits auf Gesetzesstufe garantiert. Die Initiative bezieht sich also auf ein komplett inexistentes Problem. Wenn Weihnachtsmärkte und Sommerfeste sich für bargeldlose Bezahlung entscheiden, dann steckt dahinter weniger staatlicher Überwachungsaktivismus als wirtschaftliche und vor allem sicherheitstechnische Überlegungen. Dass Bancomaten abgebaut und Bankfilialen geschlossen werden, hat im Jahr 2025 ebenfalls mit sicherheitstechnischen und wirtschaftlichen Überlegungen zu tun.

Das Initiativkomitee will uns in der Vergangenheit gefangen halten. Wir sollten aber dem Fortschritt und der Innovation, die uns das Leben erleichtern, keine Steine in den Weg legen. Die Initianten versuchen auch mit der Angst vor dem gläsernen Bürger zu argumentieren und verbreiten schon fast grimmsche Geschichten. Ein Hauptargument der Initianten steht so auf der Website: Alle Menschen müssen öffentliche WC ohne Diskriminierung und anonym benutzen können. Dieses Argument lasse ich mal so im Raum stehen. Es wird auch gefordert: keine bargeldlosen Feste mehr! So etwas soll doch nicht in einer Verfassung verankert oder niedergeschrieben sein. Es würde in die Freiheit der Veranstalter eingreifen, welche Zahlungsmittel sie akzeptieren. Auch hier spielen wirtschaftliche und vor allem Sicherheitsaspekte eine zentrale Rolle. Zudem kann uns Bargeld auch in Krisenzeiten nur beschränkt über die Runden helfen, entgegen der Behauptung des Initiativkomitees. Bei einem Stromausfall bleiben auch die Banken geschlossen und die Bancomatenbildschirme schwarz.

Lehnen Sie die Initiative wie auch den Gegenvorschlag ab. Ich bin mir fast sicher, dass dies auch das Volk an der Urne tun wird.

Götte Michael (V, SG): Herzlichen Dank für Ihre Ausführungen. Ich bin froh, dass Sie das ablehnen. Trotzdem noch eine Frage: Sie haben gesagt, Sie wüssten nicht, wann Sie das letzte Mal einen Fünfliber in der Hand hatten. Was würden Sie den Befürwortern der Initiative empfehlen zu tun, wenn es darum geht, Kindern, die noch nicht zwölf Jahre alt sind, Sackgeld zu geben? Denn eine Debitkarte und Twint funktionieren erst ab zwölf Jahren. Haben Sie dazu eine Antwort? Sie brauchen das Bargeld nicht mehr, ich aber brauche es jedes



Wochenende für das Sackgeld.

Hässig Patrick (GL, ZH): Ich sage ja nicht, dass man Bargeld nicht mehr brauchen können soll. Das war ja gar nicht der Inhalt meiner Ausführungen. Ich verstehe das Problem mit dem Sackgeld nicht. Geben Sie Ihrem Göttibuben oder Ihren Kindern doch weiterhin einen Fünfliber. Dann können sie das dort gebrauchen, wo es möglich ist.

Wyssmann Rémy (V, SO): Sie haben sich ja quasi lustig gemacht über die Gefahr der Digitalisierung, die, ich sage mal, vom Staat ausgeht. Ist Ihnen bewusst, dass die Staatsanwaltschaften in Deutschland die Handys beschlagnahmen, um die Meinungsfreiheit einzuschränken, und sich dabei noch lustig machen?

Hässig Patrick (GL, ZH): Also, wer macht sich lustig? (*Zwischenruf Wyssmann: Die Staatsanwaltschaften in Deutschland machen sich lustig.*) Ich glaube nicht, dass sich die Staatsanwaltschaften in Deutschland lustig machen. Ich verstehe Ihre Frage nicht ganz. Wir haben hier unterschiedliche Meinungen: Ich habe vor so etwas keine Angst. Auch vor einem Kärtchen habe ich keine Angst – Sie offenbar schon.

Blunschy Dominik (M-E, SZ): Der Schweizerfranken ist und bleibt unsere Landeswährung. Wir sind stolz darauf und tragen ihr Sorge. Auch in Zeiten anderer Zahlungsmethoden schätzen wir zudem unser Bargeld. Auch ich gebe meinem "Göttmeitli" jährlich einen Fünfliber bar als Chilbibatzen. Zudem ist das Bargeld unser sicheres Back-up, sollten digitale Zahlungsmöglichkeiten mal nicht vorhanden sein oder ausfallen. Wir sind darauf angewiesen, das ist unbestritten.

So weit ist also alles gut. Wo liegt denn das Problem? Ich erkenne keines und spreche mich deshalb klar gegen die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" und ebenso gegen den direkten Gegenvorschlag aus. Der Titel dieser Initiative mag verlockend klingen: Er stellt das Bargeld als ein Symbol von Unabhängigkeit und Freiheit dar, was es auch ist. Doch bei genauer Betrachtung wirft das Ganze einige grundsätzliche Fragen auf, welchen wir uns stellen sollten, bevor wir noch mehr Selbstverständliches in Stein meisseln oder, besser gesagt, in unsere Bundesverfassung hineinschreiben. Das Festlegen von Zahlungsmitteln hat dort meiner Meinung nach nichts verloren.

Die Initiative wie auch der Gegenvorschlag bekräftigen zu einem grossen Teil lediglich das geltende Recht. Wir verfügen schon heute über eine solide Banknotengesetzgebung, und die Nationalbank hat klar definierte Aufgaben und Pflichten. Weshalb also diesen Sachverhalt in die Verfassung schreiben und damit auf eine Stufe stellen, die für übergeordnete Grundsätze bestimmt ist? Die Verfassung soll unserem Staat den grundlegenden Rahmen vorgeben, nicht aber Detailregelungen enthalten, die bereits im Gesetz festgeschrieben sind und sich regelmässig an neue Entwicklungen anpassen lassen. Eine unnötige Erhebung solchen Rechts in die Verfassung bläht diese leider ein weiteres Mal auf.

In den letzten Jahren haben Hofläden, Alpbeizli und Selbstbedienungsanlagen einen grossen Aufschwung erfahren. Die Menschen schätzen es, beim regionalen Bauernhof das Nötigste einkaufen oder beim Wandern auf einer Alp einen örtlichen Alpkäse kaufen zu können. Den Aufschwung massgeblich unterstützt haben gerade digitale Zahlungsmittel wie Twint. Daran ist nichts falsch, alle profitieren. Und die Währung ist selbstverständlich der Schweizerfranken. Schreiben Sie diesen Kleinbetrieben nicht vor, wie sie zu wirtschaften haben. Sie verursachen damit nur mehr Aufwand und Kosten. Sie schaden der Flexibilität der Kundschaft und stoppen den Aufschwung regionaler Anbieter. Sie behindern die Freiheit der Privatwirtschaft, Sie behindern auch andere Projekte, beispielsweise die Einführung von Bezahlkarten für Asylsuchende, wie sie verschiedene Kantone, darunter auch der Kanton Schwyz, schon beschlossen haben. Das alles ist absolut unnötig und antiliberal.

Auch Briefmarken sind, wie das Bargeld, ein historisches und weiterhin existierendes Zahlungsmittel. Trotzdem würde niemand auf die Idee kommen, in die Verfassung zu schreiben, dass jede Postsendung mit einer Klebe-
marke frankiert werden muss. Gesellschaftliche Praxis oder Alltagsinstrumente müssen nicht in der Verfassung stehen.

Wir wollen eine zukunftsorientierte Schweiz, in der unsere Bundesverfassung eine solide Basis bildet, nicht einen Flickenteppich aus Einzelregelungen. Dass Bargeld wichtig ist und weiter existieren muss, ist unbestritten. Wir haben auch genügend gesetzliche Grundlagen, die seine Nutzung ermöglichen und schützen. Wer Bargeld schätzt, der kann es weiterhin verwenden, ohne dass dafür ein Verfassungsartikel nötig ist. Und wer ohne Bargeld auskommen will, soll diese Freiheit, auf eigenes Risiko, ebenfalls haben.

Deshalb: Sagen Sie Nein zu dieser unnötigen, antiliberalen Volksinitiative. Sagen Sie auch Nein zum ebenso unnötigen direkten Gegenvorschlag.



Büchel Roland Rino (V, SG): Jetzt kommt die Gegenthese zum soeben Gesagten. Herr Blunschy, das Bargeld als unabhängiges Zahlungsmittel und der Schweizerfranken als eine der stabilsten Währungen der Welt sind zwei wesentliche Grundpfeiler unseres Wohlstandes. Weil derzeit von verschiedenen Seiten her an diesen beiden Säulen gerüttelt wird, hat sich Widerstand geregt. Schweizerinnen und Schweizer haben gehandelt; darum ist die Volksinitiative zustande gekommen.

Was wollen die Initianten? Was wollen die 136 767 Menschen, welche das Volksbegehren unterschrieben haben? Erstens: Der Bund muss sicherstellen, dass Münzen oder Banknoten immer in genügender Menge zur Verfügung stehen. Zweitens: Ein allfälliger Ersatz des Schweizerfrankens durch eine andere Währung müsste Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden. Darum wird Artikel 99 der Bundesverfassung geändert. Die beiden Anliegen der Volksinitiative sind berechtigt. Die Initiative war notwendig; ein Ja dazu macht sehr wohl Sinn.

Ich äussere mich nun zum ersten Anliegen: Warum braucht es weiterhin Bargeld? Der grösste und wichtigste Vorteil von Bargeld ist die Wahrung der Privatsphäre. In Zeiten, in denen digitale Zahlungen und das emsige Sammeln von privaten Informationen Hand in Hand gehen, bietet Bargeld bald die letzte Möglichkeit, die persönliche finanzielle Freiheit zu bewahren. Wer sich nicht in die Fänge der Datensammelkraken werfen will, kommt um das Bargeld nicht herum. Nach den Voten, die ich gehört habe, scheint mir, dass die Grünliberale Fraktion, die im Moment im Saal nicht gerade stark vertreten ist, geradezu nach dieser Überwachung lechzt.

Münzen und Noten kommen ohne Smartphones und Internetverbindungen aus. Man muss nicht an irgendwelchen manipulationsanfälligen Zahlungssystemen teilhaben. Neben dem Datenschutz geht es aber auch um ganz Alltägliches: Mit Bargeld sind Transaktionen auch in Situationen möglich, in denen digitale Zahlungsmethoden nicht verfügbar, nicht funktionstüchtig oder – und das ist mir persönlich das Wichtigste – schlicht und einfach nicht gewollt sind. Zudem ist es eindeutig einfacher, das Budget unter Kontrolle zu haben, wenn man mit Bargeld bezahlt. Das ist auch, aber nicht nur, für die Menschen von Vorteil, die Schwierigkeiten haben, ihre Ausgaben im Griff zu haben. Ich habe in einem Votum gehört, dass man Bargeld physisch eher zum Fenster hinauswerfen könne als digitales Geld. Das stimmt, nur: Was soll dieser Spruch? Es geht hier um das Geld-zum-Fenster-Hinauswerfen im sprichwörtlichen Sinn; das ist das Problem. Das Geld-zum-Fenster-Hinauswerfen, das viele Menschen in Schwierigkeiten bringt, das macht man mit Kreditkarte und Co.; es gibt selten Leute, die Münzen und Noten zum Fenster hinauswerfen. Ganz wichtig zudem: Bargeld schützt vor Hackern, vor Cyberangriffen, vor Systemfehlern und all den technischen Störungen, welche wir in zunehmendem Mass ertragen müssen.

Ich fasse zusammen: Obwohl elektronische Zahlungen immer populärer werden, hat Bargeld eine Reihe von einmaligen Vorteilen. Es ermöglicht allen Bevölkerungsgruppen den Zugang zu Finanzdienstleistungen. Es schützt die Privatsphäre, und es sichert die Unabhängigkeit in Krisenzeiten; das hat man in verschiedenen Voten gehört. Cash-Transaktionen seien in den letzten Jahren zurückgegangen, hat der Kommissionssprecher richtigerweise gesagt, ähnlich wie verschiedene andere Redner. Das ist beileibe kein Wunder, kann man doch zum Beispiel vielerorts das Bahn- oder Parkplatzticket gar nicht mehr bar bezahlen.

Heute Morgen haben wir x-mal ein Hohelied auf das Bargeld gehört. Trotzdem wurde gegen die Initiative votiert. Obwohl die Formulierung möglicherweise ein bisschen holprig ist, bitte ich Sie, der Volksinitiative zuzustimmen. Der Gegenvorschlag würde nur Sinn machen, falls Sie der Minderheit Hübscher zustimmten. Aus den Voten kann man aber klar ableiten, dass die Mehrheit das nicht tun wird.

Darum bin ich für das Original, und es wäre nicht schlecht, wenn Sie es auch wären. So würde man vertreten, was die Initianten wirklich wollen.

Gobet Nadine (RL, FR): Il est incontestable que l'argent liquide joue un rôle important dans notre économie. En effet, comme le rappelle un sondage de 2024 de l'Université de Saint-Gall, 90 pour cent de la population refuse de le voir disparaître – toutes tranches d'âge et de salaire confondues –, et ce, bien que son utilisation diminue. Il est donc essentiel de suivre la volonté populaire et d'entrer en matière sur un renforcement de la protection de l'argent liquide dans notre ordre juridique.

Tout comme le groupe libéral-radical, je soutiendrai le contre-projet direct proposé par le Conseil fédéral en opposition à l'initiative "L'argent liquide, c'est la liberté". En effet, ce contre-projet reprend dans les grandes lignes les demandes légitimes du comité d'initiative, à savoir garantir le maintien de l'argent liquide dans notre pays, tout en précisant leur contenu, de manière à renforcer l'objectif initial. Dans ce sens, notre Constitution sera modifiée pour y inscrire la garantie de l'approvisionnement numéraire sur notre territoire et l'utilisation du franc suisse en tant que monnaie nationale.

Cela dit, je profite de l'occasion pour rappeler un principe qui m'est cher et qui a fait débat autour de l'accès



à l'argent liquide: la liberté économique des commerçants. En effet, pour nombre d'entre eux, l'argent liquide est une alternative bienvenue aux moyens de paiement digitaux et aux importantes commissions qui leur sont facturées. Dans ce sens, dans nos petits commerces, il n'est pas rare de lire des incitations de type: "Nous vous remercions de payer en espèces, car, en payant cash, vous soutenez votre commerçant."

Cela dit, l'argent liquide comporte des risques, que ce soit d'arnaque ou pour la sécurité des employés, et impose des contraintes telles que faire la caisse, la stocker ou encore la transporter jusqu'à la banque. C'est pourquoi, pour certains commerces, il peut ainsi être plus judicieux de renoncer à l'argent liquide en se limitant à l'usage de moyens de paiement digitaux, qui comportent également leur part de risque, notamment en cas de coupure d'électricité.

Ainsi, en accord avec la liberté économique, je soutiens le libre choix de nos commerçants entre les moyens digitaux et/ou l'argent liquide, qui – je le rappelle – bénéficie d'un large soutien auprès de la population. Pour que ce choix soit complètement libre, il faut toutefois garantir l'accès tant aux moyens digitaux qu'à l'argent liquide.

A cet effet, je vous invite donc à rejeter l'initiative populaire et à accepter le contre-projet direct du Conseil fédéral, qui concrétise le désir populaire et commercial de conserver un accès à l'argent liquide.

Quadri Lorenzo (V, TI): L'iniziativa "Il denaro contante è libertà" vuole ancorare il contante nella Costituzione federale, stabilendo che devono sempre essere disponibili monete e banconote in quantità sufficiente. Ciò che l'iniziativa chiede sembra di fatto un'ovvietà, però non lo è. Al momento il denaro contante è infatti garantito solo a livello di legge e in teoria potrebbe essere abolito con una semplice decisione parlamentare. Allo stesso modo un domani il Parlamento potrebbe decidere di passare all'euro. In quel caso chiaramente qualcuno lancerebbe il referendum, però questo comporterebbe un importante dispendio di soldi e di energie. Inoltre su un referendum decide la maggioranza del popolo, mentre per modificare la Costituzione serve la maggioranza del popolo e dei cantoni. Di conseguenza l'iscrizione del denaro contante nella nostra magna carta è opportuna anche da questo punto di vista.

È importante assicurare un futuro al denaro contante. Il denaro contante non dipende da sistemi elettronici, quindi può essere utilizzato in qualsiasi momento. Inoltre garantisce la privacy dei cittadini. I sistemi di pagamento virtuali per contro mettono i cittadini alla mercé dei guardiani, che possono essere organizzazioni private, gli operatori, oppure lo Stato stesso, il quale potrebbe approfittarne per controllare e ricattare. Non si tratta di fantascienza: in Canada, un Paese democratico, ai tempi della pandemia di COVID il governo bloccò i conti dei camionisti che protestavano contro le misure anti-COVID decise dallo Stato. È evidente che i pagamenti virtuali non funzionano in caso di blackout o di guasto

AB 2025 N 90 / BO 2025 N 90

tecnico, e che sono vulnerabili agli attacchi informatici. Quest'ultimo tema è diventato di particolare attualità con l'abbandono della neutralità svizzera che espone il Paese a rappresaglie straniere.

Il Consiglio federale riconosce che la proposta è sensata. Infatti propone un controprogetto diretto che, a suo dire, preciserebbe meglio le richieste dell'iniziativa. Questa proposta viene condivisa dalla Commissione dell'economia e dei tributi del Consiglio nazionale. A proposito del dibattito commissionale, va segnalato che la maggioranza della CET-N non ha voluto inserire nel controprogetto una disposizione che prevede l'obbligo di accettare il denaro contante come mezzo di pagamento.

Questo sarà però il prossimo punto da affrontare. Iscrivere il denaro contante nella Costituzione può non bastare. Bisogna anche permetterne l'utilizzo. Infatti nel marzo del 2023 il Movimento svizzero per la libertà lanciò una seconda iniziativa dal titolo "Chi vuole pagare in contanti deve poterlo fare" per fare in modo che tutti coloro che offrono merci, servizi o prestazioni, sia pubblici che privati, debbano accettare i pagamenti in contanti. La digitalizzazione forzata oggi in corso per conformarsi a standard internazionali sta discriminando troppi cittadini, senza contare che sui pagamenti digitali si possono ricaricare costi su costi. Serve a poco inserire la difesa del denaro contante nella Costituzione se poi il suo utilizzo viene scoraggiato, ostacolato ed impedito – anche da aziende pubbliche. Ad esempio Autopostale intende proibire il pagamento in contanti di biglietti a partire dal 2035. Questo è inaccettabile, non solo perché discrimina una parte dell'utenza, ma anche perché i trasporti pubblici sono abbondantemente finanziati con i soldi dei contribuenti, anche di quelli che non usano le carte di credito.

Purtroppo la seconda iniziativa popolare citata non ha raggiunto il numero di firme necessarie alla sua riuscita, ed è fallita. Votiamo dunque a sostegno dell'iniziativa oggi in discussione, ma prepariamoci anche a garantire che in futuro il denaro contante rimanga utilizzabile, altrimenti l'operazione pur lodevole rimane monca.



Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Der Bundesrat empfiehlt die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" zur Ablehnung, stellt ihr aber einen direkten Gegenentwurf gegenüber. Gerne lege ich Ihnen die Gründe für diesen Entscheid dar.

Die am 15. Februar 2023 eingereichte Volksinitiative will gemäss den Aussagen des Initiativkomitees den Erhalt des Bargelds in der Schweiz sichern. Konkret soll Artikel 99 der Bundesverfassung zur Geld- und Währungspolitik um zwei Absätze ergänzt werden. Erstens soll der Bund sicherstellen, dass Münzen und Banknoten immer in genügender Menge zur Verfügung stehen, und zweitens soll festgelegt werden, dass ein allfälliger Ersatz des Schweizerfrankens durch eine andere Währung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden muss.

Der Bundesrat anerkennt die grosse Bedeutung von Bargeld für die Wirtschaft und die Gesellschaft. Der Erhalt des Bargelds als breit nutzbares Zahlungsmittel ist dem Bundesrat ein wichtiges Anliegen, er teilt also grundsätzlich das Ziel der Initiative. Die Initiative hat aber vor allem symbolischen Charakter, denn beide Forderungen sind bereits heute gesetzlich verankert. Konkret sind die Sicherstellung der Bargeldversorgung mit Münzen und Banknoten und die Festlegung des Frankens als Schweizer Währung im Nationalbankgesetz und im Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel verankert. Eine Umsetzung der Initiative hätte daher keine praktische Auswirkung.

Der Bundesrat ist trotzdem bereit, die beiden Anliegen von der Gesetzes- auf die Verfassungsebene zu heben, um ihre Bedeutung zu unterstreichen. Die von der Initiative vorgeschlagenen Formulierungen für die Verfassungsergänzung erachtet der Bundesrat allerdings nicht als geeignet. Sie sind im Vergleich zu den bestehenden gesetzlichen Bestimmungen teilweise ungenau, und sie sind auch nicht erforderlich, um das Ziel zu erreichen. Diese Nachteile will der Bundesrat mit dem Gegenentwurf ausmerzen.

Wie sieht nun dieser Gegenentwurf konkret aus? Analog zur Initiative schlägt der Bundesrat eine Anpassung von Artikel 99 der Bundesverfassung vor. Der Artikel soll um die folgenden zwei Sätze ergänzt werden: "Die schweizerische Währung ist der Franken" und "Die Schweizerische Nationalbank gewährleistet die Bargeldversorgung". Mit dieser Formulierung würden die erwähnten und bereits heute geltenden Bestimmungen im Nationalbankgesetz und im Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel weitgehend unverändert auf Verfassungsebene gehoben. Dies hätte den Vorteil, dass es bereits eine gefestigte Auslegung und Praxis zu diesen Bestimmungen gibt. Der direkte Gegenentwurf ermöglicht es somit, den Anliegen der Initiative präziser und mittels bewährter rechtlicher Regelungen entgegenzukommen und diese aufzunehmen. Auch Ihre vorberatende Kommission unterstützt ja mehrheitlich den direkten Gegenentwurf.

Es gibt aber auch Minderheitsanträge aus Ihrer Kommission. Die entsprechenden Anträge wurden in der Kommission, so finde ich, zu Recht abgelehnt. Beim ersten Minderheitsantrag geht es um den Bargeldzugang für Personen, die Sozialleistungen und Nothilfe empfangen. Damit würde in der Bundesverfassung die Frage der Bargeldversorgung mit der Sozialpolitik vermischt. Zudem sind Sozial- und Nothilfe Sache der Kantone und Gemeinden und nicht Aufgabe des Bundes. Beim zweiten Minderheitsantrag geht es um die generelle Pflicht zur Annahme von Bargeld als Zahlungsmittel. Der Antrag ist unklar formuliert. Was bedeutet, dass Bargeld "in der Regel" anzunehmen sei? Geht es darum, die bereits heute geltende sogenannte dispositive Annahmepflicht, wie sie in Artikel 3 WZG verankert ist, in die Verfassung aufzunehmen? "Dispositiv" bedeutet, dass Bargeld grundsätzlich anzunehmen ist, die Vertragsparteien aber davon abweichen können. Wenn dies gemeint ist, wäre es besser, wenn man sich an der bestehenden gesetzlichen Bestimmung orientieren würde. Falls der Antrag hingegen auf eine Verschärfung der Annahmepflicht und auf einen Bargeldannahmezwang abzielt, weise ich darauf hin, dass der Bundesrat bereits im Bericht "Die Akzeptanz von Bargeld in der Schweiz" vom Dezember 2022 dargelegt hat, dass er eine zwingende Annahmepflicht als derzeit nicht notwendig erachtet und als zu starken Eingriff in die Vertragsfreiheit und in die Wirtschaftsfreiheit ablehnt. Wie erwähnt, ist die Annahmepflicht jedoch nicht Inhalt der vorliegenden Initiative. Ich bitte Sie also in beiden Fällen, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen.

Dann hat die WAK-N noch eine sprachliche Änderung des direkten Gegenentwurfes vorgenommen. Konkret beantragt die Kommission, bei der Benennung der Währung den Begriff "Schweizerfranken" zu verwenden statt, wie vom Bundesrat vorgesehen, den Begriff "Franken". Wir wollten den Begriff "Franken" verwenden. Das ist eine sprachliche Nuance, die nichts am Inhalt ändert. Ich verhehle nicht, dass bei den Juristinnen und Juristen der Verwaltung und der Schweizerischen Nationalbank eine Präferenz für den Begriff "Franken" besteht, weil dieser auch in den entsprechenden Gesetzen verwendet wird und nicht der Begriff "Schweizerfranken", aber letztlich wissen wir, was gemeint ist. Der Bundesrat ist mit dieser Änderung also einverstanden. Kurz zusammengefasst: Nach Ansicht der Bundesstellen und der Schweizerischen Nationalbank kann man das so machen, auch wenn, juristisch gesehen, eine Präferenz für die andere Lösung da ist.

Ich danke Ihnen, wenn Sie den Anträgen des Bundesrates zustimmen.



Kamerzin Sidney (M-E, VS), pour la commission: Un petit mot pour résumer ces débats intéressants, débats qui donnent une image de division au sein du Parlement, mais une division qui ne s'est pas du tout manifestée au sein de la commission. La commission était unanime, tous les groupes et tous les membres de la Commission de l'économie et des redevances ont voté en faveur du rejet de cette initiative, sans aucune voix contraire et sans aucune opposition. La commission a voté de manière quasi unanime, par 22 voix contre 3, en faveur du contre-projet direct. C'étaient donc des débats très enrichissants, avec apparemment des positions très opposées, mais, au sein de la commission et parmi tous les

AB 2025 N 91 / BO 2025 N 91

groupes qui étaient représentés dans la commission, il y avait une unanimité contre ce texte, et 22 voix contre 3 pour soutenir le contre-projet direct.

Burgherr Thomas (V, AG), für die Kommission: Die Kommission beantragt Ihnen wie der Bundesrat, aus formellen Gründen die Initiative zur Ablehnung und den direkten Gegenvorschlag zur Annahme zu empfehlen. Mit diesem kommen der Bundesrat und das Parlament den Initianten sehr stark entgegen. Wichtige Anliegen der Initianten wurden im direkten Gegenvorschlag aufgenommen. Eine Mehrheit Ihrer Kommission anerkennt die grosse Bedeutung von Bargeld für die Wirtschaft und die Gesellschaft. Der direkte Gegenvorschlag passt, so wie es auch die Initianten fordern, Artikel 99 der Bundesverfassung an. Der angepasste Artikel sieht vor, dass die schweizerische Währung der Schweizerfranken ist und dass die Schweizerische Nationalbank für eine zuverlässige Bargeldversorgung sorgt. Der vorliegende Gegenentwurf ermöglicht es, die Anliegen der Initianten mit klaren und bewährten rechtlichen Regelungen aufzunehmen. Mit dem direkten Gegenvorschlag sind viele Anliegen der Initianten aufgenommen, wir schlagen mit ihm eine Brücke zu den Initianten. Ihre WAK beantragt Ihnen, die Initiative zur Ablehnung und den direkten Gegenvorschlag zur Annahme zu empfehlen.

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)"

1. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)"

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Bevor unser Rat über die Abstimmungsempfehlung in Artikel 2 befinden kann, müssen wir Vorlage 2, den direkten Gegenentwurf, behandeln.

2. Bundesbeschluss über die schweizerische Währung und die Bargeldversorgung (direkter Gegenentwurf zur Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten [Bargeld ist Freiheit]")

2. Arrêté fédéral sur la monnaie suisse et l'approvisionnement en numéraire (contre-projet direct à l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de



billets [l'argent liquide, c'est la liberté]"")

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 99

Antrag der Mehrheit

Abs. 1bis

Die schweizerische Währung ist der Schweizerfranken.

Abs. 2bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Ryser, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Glättli, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 2bis

... die Bargeldversorgung. Der Bund sorgt dafür, dass der Zugang zu Bargeld auch für Personen, die Sozialleistungen und Nothilfe empfangen, gewährleistet ist.

Antrag der Minderheit

(Hübscher, Aeschi, Amaudruz, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Pamini, Tuena)

Abs. 2ter

In der Regel ist vom Bund oder der Schweizerischen Nationalbank ausgegebenes Bargeld als Zahlungsmittel anzunehmen.

Art. 99

Proposition de la majorité

Al. 1bis

La monnaie suisse est le franc suisse.

Al. 2bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Ryser, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Glättli, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 2bis

... en numéraire. La Confédération veille à ce que l'accès aux espèces soit garanti également pour les personnes qui reçoivent des prestations sociales et de l'aide d'urgence.

Proposition de la minorité

(Hübscher, Aeschi, Amaudruz, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Pamini, Tuena)

Al. 2ter

En règle générale, l'argent liquide émis par la Confédération ou par la Banque nationale suisse doit être accepté comme moyen de paiement.



Abs. 2bis – Al. 2bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.063/30235)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2ter – Al. 2ter

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.063/30236)

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

Dagegen ... 121 Stimmen

(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2025 N 92 / BO 2025 N 92

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.063/30237)

Für Annahme des Entwurfes ... 185 Stimmen

Dagegen ... 6 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir kehren nun zur Beratung von Vorlage 1 zurück.

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)"

1. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)"

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Fristverlängerung

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, die Frist für die Behandlung der Volksinitiative "Ja zu einer unabhängigen, freien



Schweizer Währung mit Münzen oder Banknoten (Bargeld ist Freiheit)" nach Artikel 105 Absatz 1 des Parlamentsgesetzes um ein Jahr, d. h. bis zum 15. August 2026, zu verlängern.

Prorogation de délai

Proposition de la commission

En vertu de l'article 105 alinéa 1 de la loi sur le Parlement, la commission propose de proroger d'une année, soit jusqu'au 15 août 2026, le délai imparti pour traiter l'initiative populaire "Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)".

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Da Eintreten auf Vorlage 1 obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt.